LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

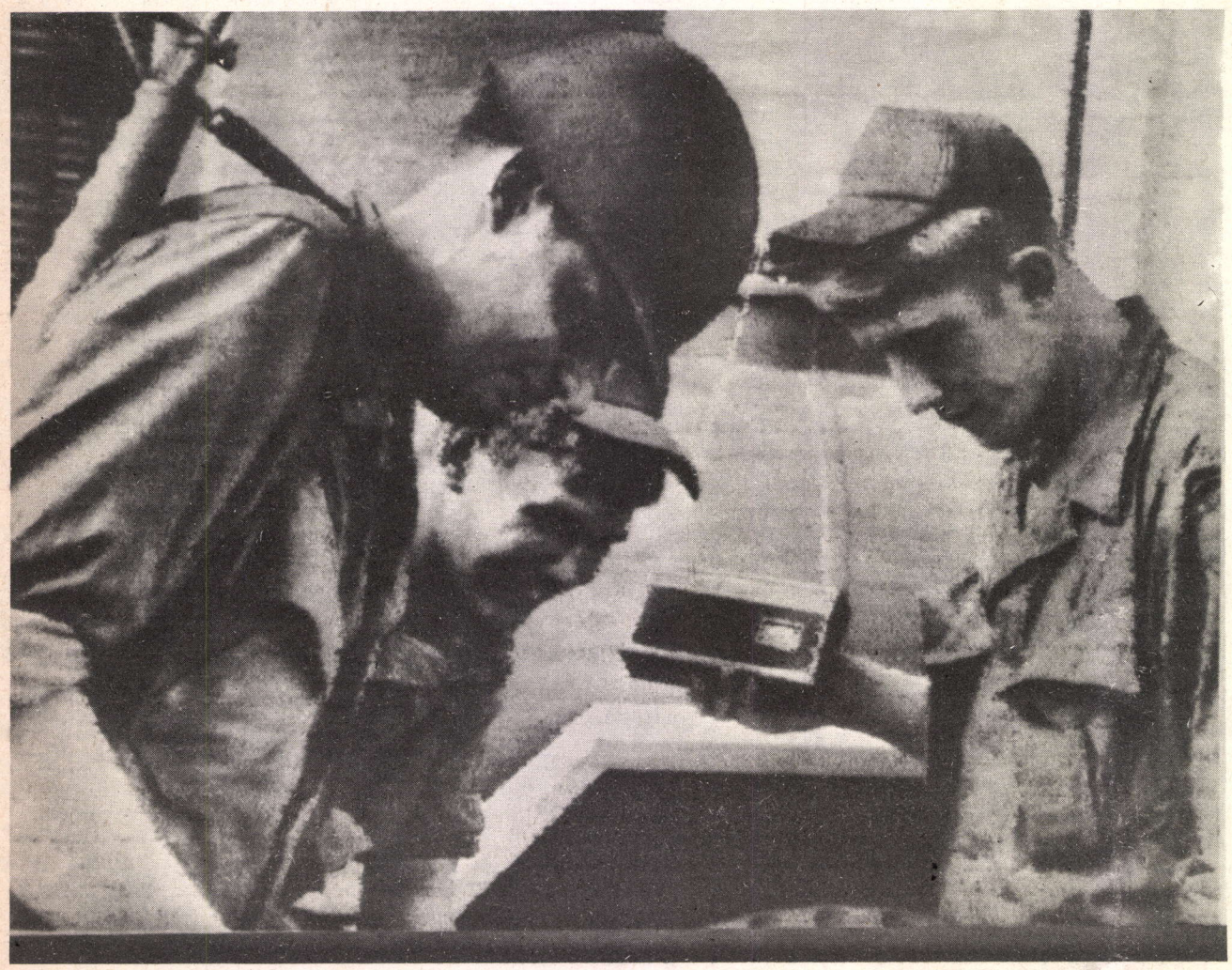
Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 6 novembre 1968 | N° 16

NOUVELLES DES ENTREPRISES
RENAULT, PEUGEOT, THOMSON, BENDIX,...
(voir page 8, 9, 10, 11.)

Les délégués du F.N.L. sont à Paris

VIVE L'HÉROIQUE, L'INDOMPTABLE PEUPLE VIETNAMIEN

(voir page 2)



Des GI's écoutent sur un transistor l'annonce de l'arrêt des bombardements et de la participation du F.N.L. aux négociations.
(Photo U.P.I.)

ARRET DES BOMBARDEMENTS SUR LE VIETNAM DU NORD

AVEU D'ECHEC DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

(voir page 2)

les délégués du F.N.L. sont à paris

VIVE L'HÉROIQUE, L'INDOMPTABLE PEUPLE VIETNAMIEN

LES sirènes se sont tues. Elles ne hurlent plus chaque jour sur les villes du Nord-Vietnam à l'arrivée des bombardiers américain. Des millions d'hommes peuvent de nouveau regarder le ciel de leur pays, et y voir autre chose que la mort et la destruction. Et il n'est personne que cette nouvelle puisse laisser indifférent.

Et pourtant, nous savons bien que ce n'est pas fini. Nous savons bien que dans le Sud la guerre continue, aussi atroce, et il ne faudrait pas que la magie du mot « paix », trop hâtivement prononcé, fasse oublier cela, fasse oublier que bien des combattants Vietcong tomberont encore, hélas, avant que ne se lève sur leur pays l'aurore de l'indépendance, même relative.

Le peuple Sud-Vietnamien ne réclame pas la paix. Du moins pas n'importe quelle paix. S'il se bat, c'est justement parce qu'il préfère la lutte, à la paix américaine, à la paix des Thieu et des Ky. C'est parce que la paix n'aura de sens pour lui qu'avec la fin de l'oppression directe de l'impérialisme.

Mais s'il n'a pas encore vaincu, du moins a-t-il remporté une première victoire. Il a contraint l'impérialisme américain à reconnaître qu'il s'était engagé dans une impasse, et que quoi qu'il puisse faire, quels que soient ses efforts de guerre, il ne pourrait venir à bout des hommes désarmés qui se dressaient contre sa domination. Et les négociations qui vont s'ouvrir à Paris, et auxquelles une délégation du Front National de Libération prendra part sont le symbole de cette première victoire.

Nous savons que quelle que soit la durée de ces négociations, et leurs péripéties, tout ce qui en sortira de bon pour le peuple vietnamien sera le fruit de sa lutte armée. Mais nous savons aussi que quelle que soit l'ampleur de cette lutte, dans son contenu actuel, elle ne pourra aboutir qu'à des résultats limités.

Le Sud-Vietnam reconquèrera sans aucun doute son indépendance. Et pour des millions d'hommes cela signifie beaucoup de choses. Mais le Vietnam ne pourra pas échapper au monde impérialiste et au sous-développement, parce qu'il s'agit là d'un problème qui ne saurait trouver de solution à l'échelle nationale.

La révolution socialiste mondiale seule, pourra permettre au peuple vietnamien, comme à tous les peuples de la terre, de sortir de cette impasse. Mais la lutte que dirige le Front National de Libération ne se place pas sur le terrain de la révolution socialiste. La politique du F.N.L., pour radicale qu'elle soit, ne sort pas du cadre du nationalisme bourgeois. Et il faut dire aussi que la politique de trahison et d'abandon des directions ouvrières traditionnelles, et l'indifférence de la classe ouvrière des pays impérialistes n'ont pas peu contribué à confirmer la lutte du peuple vietnamien dans un cadre étroitement nationaliste.

Ce sera sans doute l'un des drames de cette époque que tant d'héroïsme dépensé, que tant de sacrifices consentis, que tant de sang versé, n'aient pas ouvert la voie à la lutte de libération de toute l'humanité.

Mais le peuple vietnamien nous a donné un exemple précieux. Il a montré ce que pouvait la lutte des opprimés contre tous les moyens techniques des sciences modernes de destruction. Il a fait reculer le plus puissant des Etats impérialistes. Jamais peut-être, dans l'histoire de l'humanité un peuple n'a tant donné à la cause de sa liberté.

Et c'est pourquoi nous saluons l'arrivée à Paris de la délégation du F.N.L. Parce qu'à travers elle, nous saluons avec émotion l'héroïque, l'indomptable peuple vietnamien.

ARRÊT DES BOMBARDEMENTS SUR LE VIETNAM DU NORD

aveu d'échec de l'impérialisme américain

APRES quarante-cinq mois de raids aériens au cours desquels leurs avions ont semé la mort et la destruction sur chaque parcelle du territoire du Vietnam du Nord, les Etats-Unis ont décidé d'arrêter leurs bombardements.

La décision est importante. Elle concrétise une étape du tournant opéré par l'impérialisme américain au printemps dernier.

Que des arrière-pensées électorales ne soient pas étrangères au choix du moment de l'arrêt des raids est incontestable. Humphrey avait plus que besoin d'un coup de pouce pour remonter sa cote désespérément basse. Mais ce serait faire preuve d'un parlementarisme des plus bornés que de croire que le choix fondamental, dont l'arrêt des bombardements n'est qu'une des manifestations, ait pu être motivé par le seul désir du président des Etats-Unis d'assurer sa succession à un homme de son parti.

La décision de cesser les raids au-dessus du Vietnam du Nord était contenue dans le discours de Johnson le 31 mars dernier, discours où il annonça la décision de son gouvernement d'engager des négociations avec Hanoï. Le véritable tournant date de là.

Par la bouche de Johnson, l'impérialisme américain avoua son échec, à la fois politique et militaire.

Depuis des années les Etat-Unis mènent au Sud-Est asiatique une guerre politique. Ni l'intérêt économique, ni la valeur stratégique du Vietnam ne peuvent en effet expliquer l'acharnement avec lequel les U.S.A. s'évertuèrent à briser la résistance du peuple vietnamien. Mais l'avenir des territoires situés entre le 17e parallèle et le delta du Mékong n'était pas seul en cause. Dans le cadre de la politique du « containment » Washington avait décidé une fois pour toutes après 1949 de contenir le bloc dit « socialiste » dans ses limites. Les dirigeants impérialistes savent que plus tôt ou plus tard il leur faudra en découdre avec l'U.R.S.S. Toute leur stratégie est axée sur cette perspective. En attendant de pouvoir en arriver là, ils tiennent à empêcher de basculer dans le « camp socialiste » tout pays qui risque de le faire.

Au Vietnam, les Etats-Unis se sont battus en application de cette politique. Et par la même occasion, pour donner un exemple ils ont voulu démontrer qu'ils ont les moyens de faire respecter, au besoin par les méthodes les plus féroces, leur volonté de maintenir l'intégrité du « camp occidental ».

Mais le combat héroique du peuple vietnamien a retourné la démonstration contre les U.S.A. L'offensive du Têt a en particulier administré la preuve éclatante que, malgré l'énorme disproportion des forces matérielles, les U.S.A. étaient non seulement incapables de vaincre militairement, mais ne pouvaient même pas réussir à empêcher la quasi totalité du Vietnam du Sud de tomber sous le contrôle du F N.L.

(Photo A.F.P.)

Johnson, Dean Rusk (à gauche), Clifford Clark, ministre de la Défense (à droite), lors de l'annonce de l'arrêt des bombardements.

Certes, les soldats américains n'ont pas été écrasés, ou rejetés à la mer. Même avec ses effectifs actuels, le corps expéditionnaire américain est capable de tenir indéfiniment, retranché dans quelques bases. Mais « tenir » dans de semblables conditions, dans un pays dont le contrôle lui échappe, serait souligner à l'évidence l'échec de l'impérialisme américain.

Certes, les U.S.A. ont le potentiel matériel et humain voulu pour broyer le Vietnam. Mais il leur faudrait envoyer au Vietnam encore beaucoup plus d'hommes qu'ils n'en envoient à l'heure actuelle. Mais ceci suppose une autre étape de l'escalade guerrière que l'impérialisme ne veut et sans doute ne peut franchir pour des raisons intérieures. Ce serait mal pris de la population avec laquelle il a pas mal d'autres problèmes à régler.

Incapable de gagner la guerre avec les forces qu'il peut investir à l'heure actuelle, sans grands problèmes internes, l'impérialisme américain a fait le choix de faire la paix. Mais une paix qui lui convient. S'il est prêt à payer son incapacité de vaincre par un certain nombre de concessions importantes, il ne cèdera pas sur ce qu'il estime essentiel, à savoir le maintien du futur Vietnam du Sud, même dirigé par le F.N.L., en dehors de la sphère d'influence soviétique.

Il est probable qu'un accord puisse naître sur cette base, entre le F.N.L. et les Américains. Dans combien de temps, nul ne le sait. En attendant et malgré l'arrêt des bombardements sur le seul Vietnam du Nord, des milliers de Vietnamiens tomberont encore, victimes de l'agression impérialiste.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

A BAS le Salazarisme, A BAS le régime policier et assassin

UN jeune portugais, prisonnier politique, vient de mourir. Le gouvernement s'est senti obligé de faire une déclaration pour dégager la responsabilité de sa police politique, la P.I.D.E. et préciser que le jeune prisonnier était mort d'une « violente crise d'asthme » et qu' « il n'y a pas eu de la part des services pénitenciaires de négligence à laquelle ce triste évènement pourrait être attribué ».

La nécessité d'une telle déclaration la rend d'autant plus douteuse.

56 libéraux et plusieurs prêtres ont demandé au président Caetano l'ouverture d'urgence d'une enquête sur le décès. Les lycéens et les étudiants de Lisbonne ont manifesté contre l'assassinat de ce jeune. Car en fait, la seule chose qui, malheureusement, soit « naturelle » au Portugal, c'est, lorsqu'on a la malchance de se faire arrêter par la police politique, de mourir sous les tortures dans les semaines qui suivent l'arrestation.

Se faire arrêter peut être une condamnation à mort, que le tribunal ait eu le temps ou non de se prononcer sur l'accusation, ou qu'il ait condamné l'accusé simplement à quelques mois de prison, car P.I.D.E. = tortures.

Le salazarisme fait régner ainsi la terreur politique, soit. Caetano-Salazar peut continuer ces méthodes policières pour tenter de maintenir le pays dans un silence de mort. Mais il ne peut empêcher la jeunesse, et dans un premier temps la jeunesse intellectuelle surtout, de descendre dans la rue et de manifester son opposition ou son indignation. Le salazarisme ne peut tuer dans le cœur des jeunes, le courage de risquer leur vie pour la défense de leurs idées.

Il a réduit le Portugal à l'état de moribond, mais la jeunesse qui a grandi au milieu des interdictions, des menaces et de la torture, cette jeunesse a acquis une force de caractère qui lui est particulière. Avoir des opinions politiques et les défendre prend pour elle une signification qu'elle n'a pas pour ceux qui peuvent bavarder et disserter à longueur de soirée sur la révolution, dans les cafés.

Et de ses rangs pourra sortir une génération qui saura traduire dans les actes son idéal de la révolution socialiste.

COMMUNIQUÉ DE LA L. U. A. R.

LA PIDE — police politique portugaise — vient d'assassiner le 24 octobre, dans la prison de Comias, le combattant de la LUAR DANIEL TEXEIRA, à la suite de plusieurs semaines de tortures.

Etudiant catholique à l'Université de Louvain en Belgique, agé de 24 ans, Daniel Texeira a été arrêté le 20 août en même temps que 8 autres militants de notre organisation, parmi lesquels INACIO PALMA et l'étudiant à la Sorbonne FERNANDO MARQUES, après une fusillade de quelques heures.

Ces courageux combattants et quelques dizaines d'autres participaient à une opération armée qui consistait à s'emparer, pendant quelques heures, de la ville ouvrière de Covilha, à des fins d'agitation politique contre l'oppression, l'exploitation et la guerre coloniale.

Précédemment un autre militant de la LUAR - l'étudiant ANTONIO MATIAS - avait été aussi assassiné, suite à d'autres opérations dont les principales ont été le coup contre la banque d'Etat de Figueira da Foz et la prise d'un stock d'armes dans une caserne militaire d'Evora.

Voilà pourquoi nous craignons vivement pour le sort de nos combattants toujours en prison.

Malgré la prétendue « libéralisation » du gouvernement de Caetano, cet assassinat montre bien la continuation de la politique précédente de Salazar. Cela confirme ce qu'on avait déjà dit dans un communiqué antérieur sur l'analyse politique du gouvernement de Caetano : le fascisme continue au Portugal.

le 29/10/1968
L.U.A.R.

PALESTINE
GRÈVE GÉNÉRALE CONTRE LA DÉCLARATION BALFOUR

Quand l'impérialisme anglais pactisait avec les sionistes

PLUS que les canonnades au-dessus du Jourdain ou du Canal de Suez, plus que les attaques de commandos égyptiens dans le Sinaï ou que la riposte des commandos israéliens sur le Nil, l'élément principal de la situation politique actuelle au Moyen-Orient est la mobilisation du peuple arabe palestinien qui, le 2 novembre, pour la seconde fois en moins de dix jours, a déclenché une grève générale sur tout le territoire de la Palestine occupée.

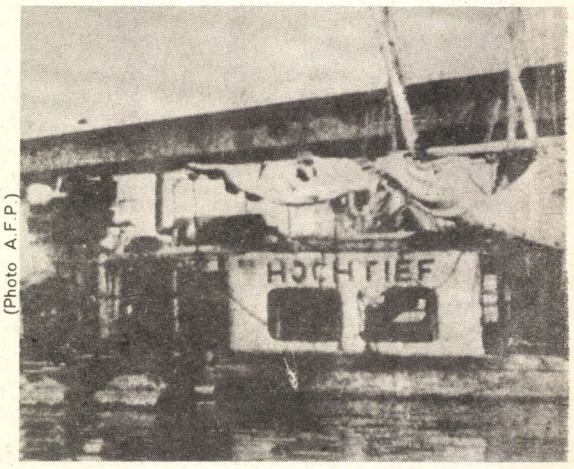
A Jérusalem, à Tulkarem, à Naplouse, à Bethléem c'est l'ensemble de la population unanime qui a ainsi manifesté sa haine de l'occupant et son désir de retrouver un jour sa liberté.

Cette vague de protestation contre l'occupation étrangère a commencé en octobre lorsque lycéens et lycéennes de Cisjordanie ont multiplié les manifestations malgré les interdits des autorités militaires occupantes.

Mais c'est depuis la fin de la guerre des six jours de juin 1967 qu'on a vu peu à peu l'ensemble de la population palestinienne soutenir les mouvements d'opposition qui se manifestaient soit sous des formes passives (grèves des instituteurs, des magistrats, etc.) soit par des actions terroristes contre les troupes israéliennes.

Et aujourd'hui les autorités israéliennes se trouvent dans la situation qui fut celle des troupes françaises en Algérie : combattre non plus quelques « terroristes » isolés mais un peuple qui refuse le joug étranger. Et ni les canonnades, ni les actions de commandos ne peuvent venir à bout de la volonté de centaines de milliers d'hommes. La grève du 2 novembre marquait le 51e anniversaire de la déclaration Balfour. Ce texte fut remis par Lord Balfour, ministre anglais, à Lord Rothschild le 2 novembre 1917. On pouvait y lire que « le gouvernement de Sa Majesté regarde avec ferveur l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».

Si l'impérialisme anglais avait alors accepté de faire plaisir aux sionistes c'est que d'une part il espérait que cette déclaration aurait une influence dévastatrice dans les rangs des juifs allemands et autrichiens qui soutenaient leur pays respectif contre les imperialistes franco-anglais et que d'autre part il n'était pas mauvais d'établir au Moyen-Orient une population juive liée à l'Angleterre qui pourrait servir de point d'appui contre l'impérialisme français qui convoitait aussi cette région. D'ailleurs les dirigeants sionistes ne laissaient planer aucun doute sur leurs intentions puisque Hair Weizmann, leur leader, écrivait au cabinet britannique qu' « en soumettant notre résolution, nous avons confié notre destin national et sioniste au Foreign Office et au cabinet de guerre impérial, dans l'espoir que le problème serait considéré à la lumière des intérêts impériaux et des principes défendus par l'Entente ».



(Photo A.F.P.)

Le pont de Quena, l'un des objectifs des commandos israéliens, à 450 km du Caire.

Dans ce marchandage impérialiste le grand absent était le peuple arabe de Palestine qui devait passer du joug de la Turquie sous celui de l'impérialisme anglais et de ses alliés sionistes.

Bien sur les immigrants juifs qui vinrent s'établir en Palestine à l'époque et plus tard furent dans une certaine mesure les victimes de ce même marchandage qui devait les conduire à établir un pays couvert de barbelés en butte à l'hostilité de toutes les populations de la région. Mais inconsciemment, parce qu'eux non plus ne se préoccupèrent pas du sort et des droits des arabes palestiniens, ils en furent aussi les complices.

Et la protestation légitime du peuple arabe contre cet acte qui le privait de son sol reçoit l'appui de tous les révolutionnaires.

la déchéance officielle de Liu Shao-Chi

L'élimination d'un épouvantail

Liu Shao-Chi, photographié au cours d'une visite en Indonésie, en avril 1963.

(Photo U.P.I.)

IL fallait que le Comité Central du Parti Communiste Chinois annonce la déchéance de Liu Shao-Chi de toutes ses fonctions officielles pour rappeler que celui-ci était toujours Président de la République et membre de la direction du Parti.

Ainsi, celui qui était censé être la tête pensante et le chef de ces « forces révisionnistes » contre lesquelles Mao fut obligé de mobiliser trois ans durant des dizaines de millions de « gardes rouges », continuait à garder, tout au moins officiellement, la responsabilité suprême de l'Etat. Celui dont les soi-disant partisans se faisaient massacrer aux quatre coins de la Chine, précisément parce qu'ils auraient été ses partisans, continuait à couler des jours plus ou moins paisibles dans son appartement de la « Cité Interdite », à deux pas de celui de son victorieux ennemi Mao Tse toung. De quoi renforcer apparemment la conviction de ceux qui ont renoncé une fois pour toutes à sonder « les profondeurs insondables de l'âme orientale ! »

Il est vrai que lorsque certains commentateurs remplacent les spéculations sur les mystères de l'âme orientale par leur propre raisonnement, cela ne donne souvent pas mieux. A l'avis du **Monde** par exemple « L'intensité de la campagne menée contre l'ancien numéro un du parti, et le fait qu'elle se soit poursuivie si longtemps, témoignent de la force que représentait cet homme réduit à l'impuissance. Tant que Liu était là, même baillonné, sa présence encourageait la résistance de ses nombreux fidèles ». C'est à partir d'un raisonnement semblable que la majorité de la presse présenta la déchéance de Liu Shao chi comme le couronnement et la preuve définitive de la victoire de Mao.

Les supposées bizarreries de la logique orientale elles-mêmes expliqueraient mal pourquoi Mao ne se serait pas débarassé d'un Liu entièrement en son pouvoir, si c'est vraiment la présence du Président de la République qui aurait « encouragé la résistance de ses fidèles. »

En réalité, Liu n'était certainement ni le chef, ni même le symbole de ceux contre qui se battent depuis trois ans les troupes de Mao. Son élimination n'a qu'un lointain rapport avec la « révolution culturelle », et n'en constitue certainement pas la phase suprême. La mort politique de Liu n'est pas la conséquence de la victoire de la révolution cuturelle, elle date du début de celle-ci. C'est précisément parce que l'ex-président avait déjà été éliminé en fait, il y a trois ans dans une lutte de fractions où il eut le dessous, que son cadavre politique a pu être jeté en pâture aux gardes rouges. Et c'est parce qu'il était entièrement sans danger qu'on lui avait laissé trois ans durant le rôle de l'épouvantail hautement placé. Avec sa déchéance, la comédie au sommet prend fin, même si la tragédie à la base continue.

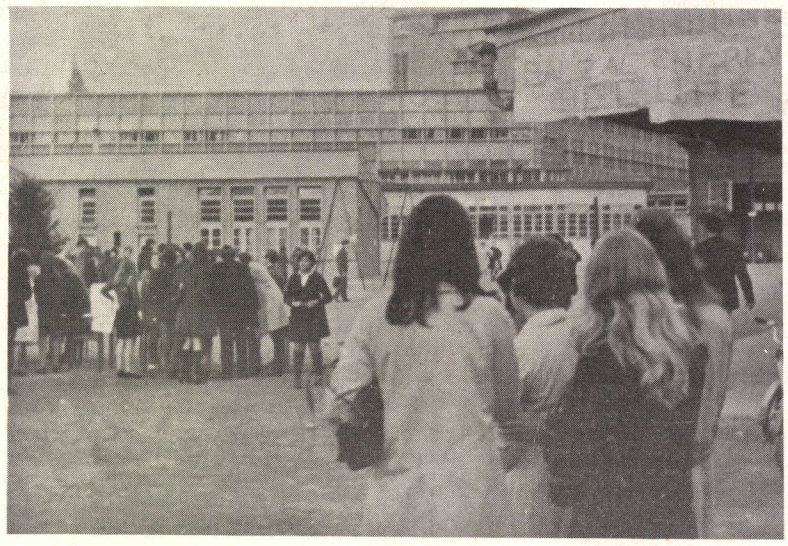
Dans les lycées parisiens

• HONORÉ DE BALZAC

Les lycéens gardent la parole

LE lundi 28 octobre, 1.200 élèves du lycée Honoré-de-Balzac manifestent à travers tout l'établissement aux cris de « réintégrons nos camarades », « à bas la répression » « ce n'est qu'un début », « la lutte continue ».

Pourquoi cette manifestation, pourquoi cette mobilisation générale suivie d'une assemblée générale et d'une grève de six heures ?



La cour d'Honoré de Balzac en grève et occupé.

Parce que le C.A.L. avait décidé de faire rentrer en cours les élèves renvoyés en Mai-Juin pour avoir « fait de la politique ». Bien sûr, et comme dans tous les lycées, des camarades qui avaient participé activement aux événements, avaient été renvoyés officiellement pour « travail insuffisant » (alors que d'autres lycéens « modérés » et ayant une moyenne plus basse sont encore au lycée).

Une heure après la rentrée des camarades exclus ils étaient convoqués par l'administration qui leur disait en substance : votre présence dans l'établissement est illégale et comme 500 F ont été volés dernièrement vous serez les premiers accusés.

La riposte des lycéens fut immédiate ; sous l'impulsion du C.A.L. tous les élèves du second cycle arrêtaient les cours. L'esprit de mai n'était pas mort. En Assemblée Générale la grève était votée par 99 % des 1200 élèves présents et des diffusions de tracts, des collages d'affiches et une manifestation étaient décidés.

Devant cette volonté de lutte, cette solidarité agissante, l'administration cédait et acceptait une commission quadripartite (élèves, parents, enseignement, administration) chargée de statuer sur la réintégration des renvoyés. Après six heures de grève, les cours reprennent alors avec les élèves « renvoyés ». Tout le monde attend avec scepticisme le résultat des travaux de la commission. Le mardi 29 à 17 h le résultat est connu : c'est un refus total de l'administration. La colère monte alors. La preuve étant faite que seule l'action directe paie vraiment, la grève générale des cours est décidée.

Le lendemain, mercredi 30, à 8 h ont lieu des distributions de tracts, la fabrication d'affiches en sérigraphie, la réunion de commissions et un meeting regroupant des militants des C.A.L. venus de divers lycées en signe de solidarité. Chacun se sent personnellement engagé dans la même lutte. Tous savent que ce combat ne cessera que lorsque les camarades seront réintégrés.

Les lycéens ont montré que face à la répression ils savent s'unir. Ils ont montré qu'ils entendaient continuer l'action entreprise en Mai et non se contenter de vagues promesses.

Ce n'est qu'un début...

• GILLES TAUTIN (Ex. MALLARMÉ)

Non aux sanctions

LE mardi 30 octobre les élèves du second cycle du lycée Mallarmé, rebaptisé « Gilles-Tautin » du nom du jeune militant maoiste assassiné à Flins, se mettaient en grève pour obtenir la réintégration d'un de leurs camarades, connu pour ses idées « gauchistes ». Ce lycéen, élève de seconde, reçut le 24 octobre un avis de renvoi pour s'être introduit « illégalement » dans le lycée car son dossier était incomplet. L'administration s'en était « aperçu » seulement un mois après la rentrée des classes.

Ce renvoi fait suite à l'expulsion d'un autre élève du C.A.L., à la convocation chez le Censeur de certains élèves qui ont un rôle actif dans le Comité d'Action Lycéen et à l'envoi de lettres aux parents des « gauchistes », lettres qui ne semblaient avoir pour but que de connaître l'opinion des dits parents sur les événements de mai.

De plus, une « liste noire » de fortes têtes gauchistes a été dressée par l'administration et communiquée à certains professeurs.

Enfin, l'administration a tenté toutes sortes de pressions pour tenter d'arrêter la politisation de l'établissement : coups de téléphone aux parents, interdiction à la cantine de prononcer des mots comme « politique », « camarades », etc., filature des élèves à l'extérieur du lycée, suppression de tous les clubs lycéens sociaux-éducatifs à l'exception d'un ou deux.

Quant à la salle, que la directrice de l'établissement avait généreusement accordée aux élèves il faut noter qu'à chaque réunion de lycéens un membre de l'administration fait acte de présence dans le but évidemment de repérer les participants.

C'est pourquoi le lundi 29 octobre un tract rappelant toutes ces mesures d'intimidation était distribué dans le lycée. Le jour suivant un meeting de protestation était convoqué dès la rentrée du matin par le CAL, meeting auquel assistèrent 90 % des élèves du second cycle.

Très rapidement la grève, jusqu'à réintégration du camarade renvoyé, fut décidée.

Un comité de grève formé des délégués du CAL et des lycéens qui se sont montrés actifs dans le mouvement a été formé. Des commissions se sont réunies pour étudier notamment le problème de la liberté d'expression dans l'établissement et celui de la suppression du règlement intérieur.

• TURGOT

Pas de CRS sur les stades

DECIDEMENT, c'est à croire qu'il n'est pas possible de pratiquer le sport autrement qu'entre deux rangées de flics : on croyait avoir tout vu depuis que les C.R.S. jouaient au ballon sur les plages avec « nos jeunes ». Et bien, il semble que cela ne suffise plus...

Sur un certain nombre de stades utilisés par les lycéens dans le cadre des activités sportives des établissements, des brigades de C.R.S. de province, appelés dans la capitale, sont cantonnées dans les vestiaires et les gymnases et s'ébattent sur les terrains de plein air...

A quand la joyeuse compagnie de C.R.S. venant dormir dans les salles de classe, prendre leur repas au réfectoire et se laver dans les lycées ?

A Turgot, la semaine dernière, le Comité d'Action Lycéen (révolutionnaire) et l'Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (pro-PCF), avaient décidé, en accord avec la grande majorité des élèves, de passer à l'action et de refuser les séances de plein air tant que les C.R.S. continueraient d'occuper le stade. Parallèlement, après discussion avec les professeurs d'éducation physique, les sections syndicales du S.N.E.S. et du S.G.E.N. adressèrent une lettre au rectorat lui signifiant que si les lycéens boycottaient le plein air, les professeurs les soutiendraient.

Quelques jours plus tard, les brigades C.R.S. cantonnées aux stades Léo-Lagrange et Pershing étaient retirées. Comme quoi, devant la détermination des lycéens et des professeurs, l'administration cherche à « s'arranger » plutôt que de risquer l'épreuve de force apportant un démenti à la propagande gouvernementale sur le « calme » des établissements scolaires...

MEXIQUE

Nouveau meeting des étudiants

MOINS d'un mois après la tuerie de la place des Trois-Cultures (2 octobre), où l'armée mexicaine massacra des dizaines d'étudiants sans défense, le Comité national de grève des étudiants de Mexico a tenu un meeting de plus de 10.000 personnes dans l'enceinte de l'université.

Primitivement, au cours d'une conférence de presse, sept membres encore en liberté du Comité de grève avaient annoncé aux journalistes présents leur intention de continuer le combat. Pour l'instant le Comité exige du gouvernement la satisfaction de trois points qui rappellent étrangement ceux qu'avancèrent l'U.N.E.F. et le SNE-Sup début mai :

— départ des troupes des bâtiments universitaires,
— fin de la répression,
— libération des prisonniers politiques.

Pour le moment aucun de ces points n'a été satisfait. Si les troupes ont bien quitté les écoles qui dépendent de l'Université Polytechnique, elles occupent toujours la place des Trois-Cultures et une école professionnelle. D'autre part les équipes d'étudiants qui distribuent des tracts dans les quartiers populaires de Mexico continuent à être agressées par les forces de l'ordre et l'un d'eux a même été blessé par les balles d'un policier.

Enfin si certains étudiants ont été libérés il semble que le gouvernement ne soit pas décidé à relâcher les membres du Comité national de grève et de ce point de vue les étudiants qui refusent toute « libération discriminatoire des prisonniers » ne sont pas non plus satisfaits.

C'est pour appuyer ces revendications et également pour montrer au gouvernement qu'ils n'étaient nullement décidés, comme l'exige le pouvoir, à abandonner l'utilisation des établissements universitaires pour tenir leurs réunions politiques, que les 10.000 étudiants ont pris part à ce meeting de protestation.

Malgré les risques de répression, voire de nouveaux massacres, tous ces jeunes n'ont pas hésité à dire à haute voix ce qu'ils pensaient du régime. C'est là un signe que le 2 octobre la police n'a pas réussi à faire taire les étudiants.

Il est probable qu'au sein même des sphères gouvernementales certains penchent pour une politique d'apaisement, voire de « libéralisation » envers la jeunesse universitaire, ce qui peut expliquer qu'un tel meeting ait pu se tenir. Mais cette position est sans doute dictée par le sentiment que si le massacre de la place des Trois-Cultures a enrayé un mouvement de masses qui risquait d'ébranler le régime tout entier, il n'a pas pour autant supprimé les problèmes pour lesquels des milliers de jeunes s'étaient mobilisés. Et dans ces conditions mieux valait essayer de composer que de risquer un nouvel affrontement violent qui pourrait mobiliser la population mexicaine et l'opinion mondiale contre le gouvernement. Et cela c'est un point que viennent de marquer les étudiants de Mexico. En effet les milieux officiels ont sans doute pris cette position car ils étaient conscients que les étudiants étaient prêts à continuer la lutte.

Bien sûr, l'issue de ce combat pour « la transformation de la vie politique du Mexique » (déclaration d'un orateur du meeting) que veulent les étudiants dépendra en grande partie de l'appui que trouvera cette lutte auprès des travailleurs et des couches populaires mexicaines. Car, seuls ils sont trop faibles, mais début octobre ils avaient déjà su gagner la sympathie d'une partie importante de la population. Et souhaitons qu'aujourd'hui le courage dont ils font preuve leur permette non seulement de conserver cette sympathie mais de l'étendre largement dans les couches laborieuses du peuple mexicain.

meeting des jeunesses communistes à la Mutualité à Paris

"LA jeunesse et les étudiants accusent le capitalisme », c'est sous ce titre que pour la première fois depuis mai, le P.C.F., en la personne de René Andrieu, rédacteur à « L'Humanité », affrontait ses jeunes. Nous disons bien « affrontait » car les questions qui suivirent l'exposé portèrent beaucoup plus sur la politique du P.C.F. en mai-juin et sur l'affaire tchécoslovaque que sur le capitalisme lui-même.

Il faut dire tout de suite que le P.C.F. ne s'en est pas trop mal tiré : les questions étaient pour la plupart des critiques franches ou voilées de la politique du P.C.F., mais les réponses d'Andrieu provoquèrent presque toujours des applaudissements. Il est bien sûr difficile d'apprécier la « spontanéité » des applaudissements mais il est tout aussi difficile de connaître l'origine précise des questions. Il y avait peu de « gauchistes » dans la salle, mais c'est finalement à eux qu'Andrieu devait répondre et quand une militante de l'A.J.S. demanda et obtint la parole, c'est encore Andrieu qui fit taire les sifflets et les cris et rétablit le silence. Ce n'est pas qu'Andrieu soit suspect de sympathie pour le « gauchisme » mais il lui a sans doute paru plus habile de laisser s'exprimer les « gauchistes » puis de leur répondre. C'est sa façon à lui d'exorciser le démon « gauchiste » !

En fait, à travers les questions posées — par écrit d'abord puis oralement à cause des protestations répétées — on peut connaitre, peu ou prou, ce qui préoccupait la Jeunesse communiste, du moins celle qui s'était déplacée à la Mutualité.

En voici quelques exemples :

Question. — Pourquoi le P.C.F. n'a-t-il pas essayé de diriger la révolution de mai ?

Réponse. — En mai, le mot révolution qui a fait trembler pendant des décennies la bourgeoisie, a été bien accueilli par tous les réactionnaires. Même de Gaulle a dit qu'il était un révolutionnaire. D'une telle révolution, le P.C.F. ne veut pas. Pour lui, la révolution doit être une transformation radicale de la société.

Question. — Pourquoi à l'interdiction des groupes « gauchistes » n'y a-t-il pas eu, au moins, une position de principe du P.C.F. ?

Réponse. — Une telle position aurait été hypocrite car il aurait fallu mener une campagne de solidarité ; or, le P.C.F. condamnait ces groupes.

Question. — Puisque le P.C.F. pense qu'il n'y avait pas de danger de contre-révolution en Tchécoslovaquie, quelles sont, d'après vous, les raisons qui ont poussé l'U.R.S.S. à agresser la Tchécoslovaquie ?

Réponse. — Je voudrais bien le savoir moi-même. Il est une tradition dans les partis communistes qui veut que l'on ne s'occupe pas des affaires d'un parti ami. Certains s'en réclament et la violent mais moi, je ne la violerai pas (nombreux applaudissements).

Enfin, répondant à la militante de l'A.J.S., qui — après avoir exprimé son accord avec les camarades de l'U.E.C. sur la défense de l'U.N.E.F. contre ceux qui voulaient la politisation du syndicat étudiant — demanda au P.C.F. s'il vouliat convoquer une conférence nationale de la jeunesse, René Andrieu fit cette réponse savoureuse : « Tous les jeunes communistes sont invités à participer en avril au rassemblement de 100.000 jeunes ».

On le voit, le P.C.F. sut répondre à tout, même et surtout par des pirouettes. Mais en fin de compte, la salle applaudit Andrieu et c'est bien ce qu'il cherchait.

Ce meeting, cependant, est important pour les révolutionnaires et il est regrettable qu'ils n'y soient pas venus plus nombreux. Tout d'abord, Andrieu a été amené à discuter au sein même d'une organisation communistes des idées et des critiques « gauchistes ». Il a dû laisser de côté la calomnie et l'anathème pour au moins faire semblant d'argumenter. Enfin et surtout, il est intéressant de noter que les participants au meeting étaient finalement très peu nombreux : 2.000 personnes environ, malgré les cars amenant les banlieusards. Il y a un mois dans cette même salle de la Mutualité, les « gauchistes » réunissaient le double de sympathisants qui s'entassaient debout dans les allées et contre les portes.

Certes, le P.C.F. n'avait pas fait beaucoup de battage autour de ce meeting, certes il trouve plus de mònde pour manifester que pour écouter des orateurs patentés mais, cependant, ce chiffre de 2 000 jeunes est quand même très faible.

Chacun se souvient que l'année dernière à la même époque, la manifestation des J.C. contre la guerre du Vietnam avait rassemblé près de cinquante mille personnes et avait duré des heures. Est-ce à dire que les effectifs des J.C. ont fondu comme neige au soleil ? Certainement pas, mais les événements de mai-juin ont dû donner un coup d'arrêt à la remontée spectaculaire des J.C. Et c'est bien normal.

Pour faire pièce aux « gauchistes » qui avaient fait de la « lutte contre la guerre du Vietnam », l'essentiel de leur agitation politique, le P.C.F. avait brusquement viré et s'était livré à une surenchère spectaculaire : quêtes, affiches, pétitions, meeting et pour finir, la grande manifestation déjà citée. Les J.C., tirés de leur léthargie, avaient désormais une activité et reprenaient vigueur et dynamisme dans cette compétition avec les « gauchistes ». C'était une opération de tout repos pour le P.C.F. car elle se situait sur le terrain d'un internationalisme plus spectaculaire qu'efficace et elle ne mettait nullement en danger la domination de la bourgeoisie en France. Mai et juin devaient stopper cet élan. Cette fois, les choses étaient trop sérieuses, et la crise trop grave pour que le P.C.F. fasse la moindre démagogie sur le mot révolution. Et si le 13 mai, les drapeaux rouges furent sortis, à la grande joie des J.C., qui pouvaient enfin se montrer révolutionnaires, ils furent vite doublés puis remplacés par les drapeaux tricolores. Il fallut expliquer aux J.C. que la grève n'était pas politique mais économique, que la situation n'était pas mûre, que les élections, seules, pourraient changer quelque chose dans le respect de l'ordre et de la démocratie. Bref, il leur fallut rentrer dans le rang. Cela n'a pas dû se faire sans remous et sans protestations. Enfin, l'affaire tchécoslovaque et à sa suite l'affaire Vermeersch, n'ont pas facilité la reprise en mains des jeunes.

Le meeting de la Mutualité était à la fois un écho de ces difficultés et aussi une tentative d'estimation centrale de leur ampleur. En fin de compte, 2.000 jeunes, venus poser des questions à la direction du P.C.F., c'est peu. Et René Andrieu les a, sinon convaincus, du moins ralliés en partie. Ce n'était pas la J.C. tout entière qui était à la Mutualité, mais peut-être la partie la plus éveillée d'entre-elle, celle qui avait des doutes et qui cherchait des réponses.

Celles d'Andrieu satisferaient-elles les jeunes communistes autrement qu'en surface ? La chaleur d'une unité de façade retrouvée suffira-t-elle à leur tenir lieu de confiance et de jugement politiques ? On peut en douter, mais il serait faux d'espérer que la radicalisation des J.C. se fasse toute seule. Les révolutionnaires doivent se montrer extrêmement attentifs à tout ce qui se passe chez les J.C. Ils ont la possibilité d'être entendus d'eux, ils ont donc le devoir de chercher le dialogue avec ces jeunes, abusés par l'étiquette communiste que se donne encore le parti ; ils ont le devoir de les convaincre et de les rallier. Ce n'est pas une tâche facile, il faudra franchir les barrières de calomnies, de haine, de mépris, que le P.C.F. a élevées entre eux et nous. Mais c'est l'une des tâches indispensables.

un lecteur nous écrit :

LA SITUATION DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE A CLICHY

Les instituteurs de Clichy (92) réunis en assemblée de grève lors des événements de mai avaient établi le déficit suivant pour leur commune :

— 30 classes de maternelle ;

— 22 classes d'enseignement primaire ;

— 5 classes de C.E.G. ;

— 5 postes de professeurs spécialisés et les locaux correspondants.

Un tract avait été distribué à la population pour lui faire part de ce déficit ainsi que des revendications générales de l'enseignement primaire et des instituteurs et institutrices.

Rien n'a été obtenu à l'échelle locale pas plus qu'à l'échelle nationale si ce n'est l'augmentation octroyée à tous les fonctionnaires et les journées de grève payées... D'ailleurs, cette dernière revendication est la seule pour laquelle le S.N.I. « a obtenu satisfaction... » ce qui lui permit de limiter la casse lors de la reprise du travail « puisque l'on était payé ».

Reprise « votée », on ne peut guère plus antidémocratiquement.

Comme les autres syndicats, le S.N.I. n'avait qu'un souci, brader la grève pour un bulletin de vote.

Résultat : aucune amélioration dans l'enseignement primaire : Clichy n'étant pas une ville particulièrement défavorisée, on entrevoit ce qui doit manquer dans le primaire à l'échelle nationale. Mais les élèves du primaire ne sont pas des étudiants et ils ne peuvent pas contester seuls ! Quant à leurs parents ils sont confrontés à d'autres problèmes !

Restent les instituteurs, mais sont-ils capables de se battre pour ce que l'on doit aux enfants ?

La question est posée !

Un instituteur de Clichy.

Défense de mentir de Dunkerque à Tamanrasset

Expliquant à l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel », le licenciement de J.-L. Barrault, M. Malraux a déclaré :

« Le gouvernement a jugé que les mensonges et les calomnies sont incompatibles avec la direction d'un théâtre national. »

Bien entendu, mais ce n'est sans doute pas incompatible avec la direction d'un Etat.

Quand le fusil n'est pas chargé

« La Vie Ouvrière » du 16-10 écrit avec aplomb : « La lutte pour l'Echelle mobile ne date pas d'hier. De tout temps les syndicats l'ont revendiquée. Au lendemain de la libération, dès 1948, le 20e Congrès de la C.G.T. réclamait l'Echelle mobile. »

Vous avez bien lu « Au lendemain de la libération, dès 1948 ». La libération ayant eu lieu en 1944, il s'agissait plutôt du « surlendemain ». Car, de 1944 à 1947, il y avait des ministres PCF au gouvernement et le blocage des salaires. La Direction de la CGT disait de l'Echelle mobile que c'était « un mot d'ordre hitlérien ».

En somme, quand la classe ouvrière pourrait l'imposer (en 44-45 et en juin 68) on salit ce mot d'ordre ou on n'en parle pas. Puis quand la grande vague est passée, on multiplie les pages en couleurs pour l'Echelle mobile.

Dans un autre ordre d'idée, Blum écrivit cyniquement un jour : « La SFIO vota toujours contre les crédits militaires... sauf quand son vote aurait pu les empêcher d'être adoptés. »

Séguy pourrait écrire aujourd'hui que la direction syndicale a toujours lutté énergiquement pour l'Echelle mobile... sauf dans les périodes où il aurait été possible de l'imposer.

L'amour des langues vivantes

La bourgeoisie de Saigon fait son beurre avec les Américains mais préfère laisser aux enfants des pauvres le douteux privilège de la conscription dans les troupes fantoches.

En une seule année, le nombre des étudiants d'Extrême-Orient à Paris s'est accru de plus de 30 %.

Tant mieux pour les fils de notables sud-vietnamiens qui ont pu éviter l'enrôlement. Mais il est permis de sourire en lisant le bulletin de l'Alliance française qui commente ainsi cette nouvelle : « La nécessité de venir sur place apprendre le français se fait sentir dans les pays les plus éloignés. »

Espana si

A la séance de l'ONU du 17-10, le représentant de Franco a fait une longue intervention sans dire un mot de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Ce silence a surpris l'assemblée. Mais les diplomates russes, pas du tout gênés, ont souligné que « L'Espagne avait donné une bonne leçon de conduite aux puissances de l'Occident » (Le Monde 18-10).

Si l'on comprend bien, d'après Moscou, contrairement à la Tchécoslovaquie, l'Espagne ne serait pas sur une « mauvaise pente »...

Piscines à gogo

Certaines personnes osent dire que nous manquons de piscines. Cependant, à Maisons-Alfort (50 000 habitants), il y a trois lieux de baignade depuis septembre.

Le plus ancien est au bord de la Marne, donc inutilisable en saison froide, aussi vient-on d'inaugurer une piscine couverte. Très bien ! Mais, à moins d'un kilomètre se trouve une autre piscine de plein air dont l'eau est chauffée, ce qui permet une assez longue utilisation, mais doit coûter assez cher.

Pourquoi ces établissements si proches les uns des autres ? C'est trop ! c'est du luxe ! Attention, attention. La dernière piscine citée est destinée à la gendarmerie.

Certes, les crédits ont manqué pour les écoles et des gosses ont du rester sur le trottoir, mais pour que les gendarmes soient dans le bain, il faut bien que les enfants soient dans la...

Il faut 10 millions de beaux bébés (De Gaulle 1945)

Une ouvrière est seule avec deux enfants. Les loyers sont trop élevés, les hôtels n'acceptent pas les enfants, les nourrices demandent trop cher et les secours donnés sont trop faibles pour les payer.

Cette ouvrière doit donc s'adresser à l'Assistance Publique, en souhaitant que les enfants seront placés ensemble. A l'accueil de ces enfants à Saint-Vincent-de-Paul (on se souvient de la campagne d'humanisation des hôpitaux) ils ont été séparés : la petite fille dans un établissement, le petit garçon dans un autre, à bonne distance. Il est pratiquement impossible à la mère de rendre visite aux deux le dimanche. Si elle s'attarde un peu auprès de l'un, les visites pour l'autre sont terminées.

Que penser de ces administrateurs qui décident de payer vêtements et nourrices... en séparant des enfants, au lieu de verser la somme correspondante à la mère pour que les enfants restent près d'elle.

Si ces enfants sont demain des caractériels, faudra-t-il s'en étonner ?

SÉRIE D'ATTENTATS
dans la région parisienne

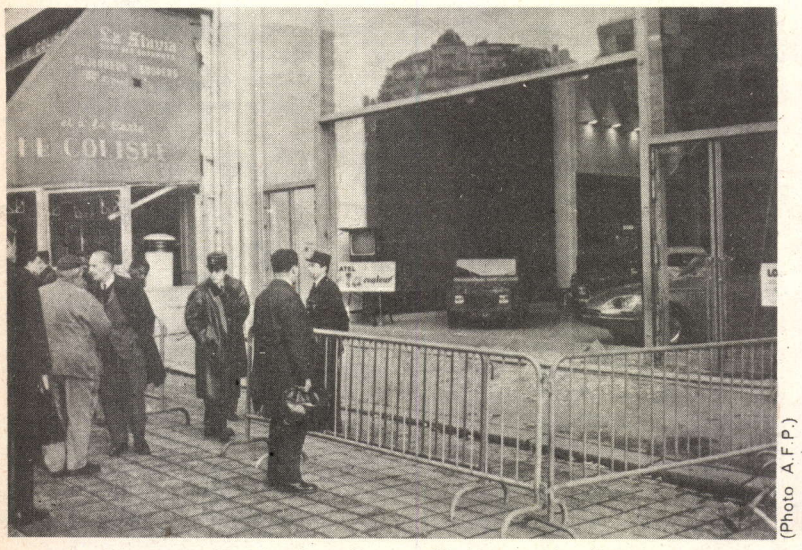
DES BOMBES QUI NE SONT PAS LES ARMES DES TRAVAILLEURS

TROIS attentats dans la nuit de dimanche 27 octobre contre une usine et deux halls d'exposition Citroën à Paris ; deux autres mercredi 30 au matin contre des conduites d'eaux à Louveciennes et Provins : les explosifs ont fait beaucoup de bruit, à défaut de mal, la semaine dernière dans la région parisienne.

La police se perd, paraît-il, en conjectures. Pour certains ce serait là le fait d'extrémistes de droite, supernationalistes voulant protester ainsi contre le récent accord passé entre Fiat et Citroën et n'acceptant pas que l'on impose à notre industrie automobile nationale un joug italien.

Pour d'autres ce serait le travail d'autonomistes bretons — on aurait trouvé des tracts marqués du sigle F.L.B., Front de Libération de la Bretagne, à Louveciennes et à Provins — qui auraient jugé plus efficace pour la cause bretonne de tenter de priver Paris d'eau potable plutôt que de faire sauter les poteaux électriques de la péninsule armoricaine.

Pour d'autres enfin, ce serait l'œuvre d'extrémistes de gauche s'attaquant, par vitrine interposée, à M. Bercot, qui est bien, en effet, l'un des plus beaux fleurons du patronat réactionnaire de ce pays.


(Photo A.F.P.)

L'agence Citroën des Champs-Elysées après l'attentat.

De toutes les hypothèses possibles nos policiers n'en ont omis qu'une seule : qu'il s'agisse d'une provocation qu'ils connaissaient, sinon téléguidaient pour justifier plus facilement leur future activité au service du régime. Il faudrait tout de même être bien méchante langue pour la formuler.

Nous n'avons donc pas davantage d'éléments — et sans doute beaucoup moins — que les services de la D.S.T. pour connaître les auteurs de ces attentats.

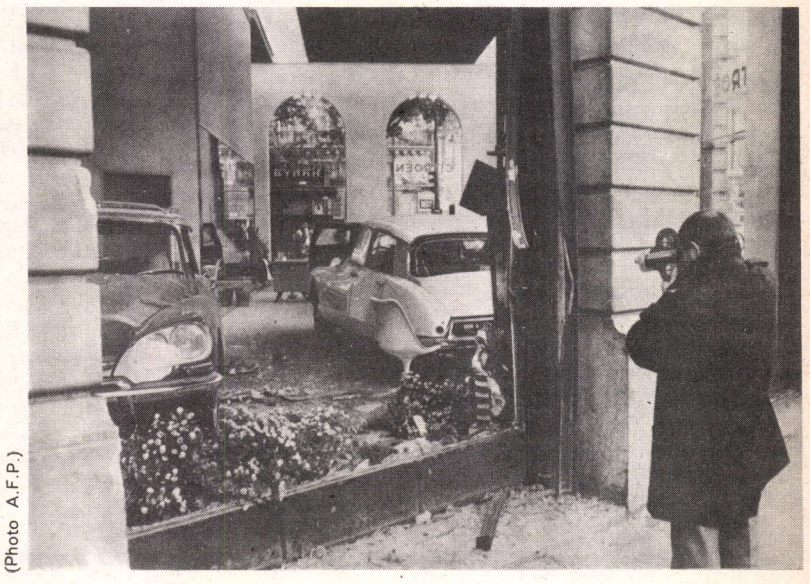
Qu'ils soient le fait de gens de droite, quelle que soit leur nuance, ne pourrait nous étonner. Nous voyons fort bien l'usage qui pourrait en être fait par le pouvoir. Et alors que les auteurs n'aient que mépris pour les conséquences possibles de leur geste ne nous surprendrait pas.

Par contre, il nous semble tout à fait impossible que ce soit là l'œuvre de militants révolutionnaires conscients. On ne lutte pas contre le capitalisme en faisant sauter les usines. On ne lutte pas contre M. Bercot en défonçant les vitrines de Citroën.

La destruction de la société bourgeoise et l'édification d'une société plus juste dépendent de l'activité et de la conscience de larges masses d'opprimés. On ne construit pas une société sans les hommes destinés à la former.

Ceux-là, les explosions de la semaine passée ne les amèneront ni à la conscience ni à l'activité nécessaires. Les bombes ne « réveillent » pas les gens. Tout au plus elles endorment — et définitivement — les malheureux qui se trouvent un peu trop près.

D'autant plus que cette forme d'attentats est bien la pire qui puisse être. Une bombe que l'on laisse traîner ainsi dans un lieu public peut atteindre n'importe qui. Devant les vitrines Citroën il y a pour différentes raisons très souvent des travailleurs. Jamais M. Bercot lui-même. Et à l'heure où elles ont été déposées la seule victime possible ne pouvait guère être qu'un malheureux veilleur de nuit.


(Photo A.F.P.)

... et celle de la place de l'Opéra.

Ces attentats se sont soldés par un bilan ridicule. Il aurait pu être désastreux. C'est pourquoi quels qu'en soient les auteurs — et nous répétons qu'il nous semble tout à fait improbable qu'ils puissent se réclamer de l'extrême-gauche, malgré les hypothèses des policiers ou de certains journalistes — il ne peuvent que recueillir l'entière désapprobation des militants révolutionnaires.

LA DISSOLUTION D'OCCIDENT

"OCCIDENT », organisation d'extrême-droite, est officiellement dissoute depuis jeudi dernier. Le gouvernement a décidé de lui appliquer les rigueurs de la fameuse loi du 10 janvier 1936. Cette loi permet l'interdiction des « groupes de combat et milices armées » qui menaceraient « l'ordre républicain ». C'est elle qui avait servi de prétexte pour l'interdiction de onze organisations d'extrême-gauche le 12 juin dernier.

Cette décision fait suite évidemment aux incidents qui se sont de nouveau produits dans le milieu étudiant et lycéen il y a quelques jours. Les raids des commandos fascistes sur le local du journal « Action » et aux portes de différents lycées avaient provoqué beaucoup d'émotion. Une manifestation, réprimée d'ailleurs par la police, avait été organisée au Quartier Latin pour protester. Les étudiants révolutionnaires disaient ouvertement leur volonté de riposter coup pour coup.

Les événements du printemps débutèrent justement de semblable façon. On sait ce qu'il advint de l'intervention de la police contre les étudiants réunis dans la cour de la Sorbonne pour protester contre diverses agressions des gens d'Occident.

Certes l'histoire ne se déroule pas toujours de la même manière. Pourtant Couve de Murville n'a certainement nulle envie aujourd'hui de voir quelques imbéciles d'extrême-droite remettre le feu aux poudres.

A cela s'ajoute le fait que le régime gaulliste a repris depuis juin les choses en mains en jouant la carte de l'ordre et du calme. Pour la partie de l'opinion publique qui lui a assuré son succès électoral il doit se présenter comme le garant de cet ordre contre tous les pertubateurs quels qu'ils soient. L'interdiction d'Occident permet de fignoler ce portrait.

Cette dissolution ne signifie cependant pas grand chose. Et ce n'est en tous cas pas une victoire de la gauche comme certains démocrates — beaucoup plus empressés de réclamer à de Gaulle l'interdiction d'Occident que le droit d'exister pour les organisations révolutionnaires — le disent.

La dissolution est une entrave aux activités légales. Elle supprime les possibilités offertes par la presse, les réunions, les meetings, les tracts, les affiches. Elle est une arme efficace contre tout ce qui est simplement expression d'une politique.

Mais Occident n'a que faire de cela. Son activité essentielle n'est nullement de défendre des idées et de les propager. Elle ne vise qu'à s'attaquer physiquement à ses adversaires et à faire régner, s'il se peut, la terreur, contre tout ce qui est, ou lui semble, de gauche.

Bien avant le décret de dissolution, assommer ses adversaires politiques à coup de barres de fer était illégal. Cela n'empêchait nullement les membres d'Occident de se livrer à ce sport.

La dissolution ne change donc rien. Elle ne peut rendre plus illégale une activité qui l'était déjà. Elle ne peut arrêter des gens qui se soucient justement de la loi comme de leur premier portrait de Maurras. Elle ne donne même pas une raison d'agir à la police qui a coutume de fermer les yeux sur les faits répréhensibles quand ils viennent de ce côté.

L'extrême-droite fasciste est de toute façon actuellement bien faible en France et, si elles le voulaient, les organisations ouvrières auraient largement les moyens de l'empêcher de nuire. Mais ce n'est pas un décret de dissolution qui peut mettre militants, réunions ou locaux des organisations révolutionnaires, de gauche, ou simplement démocrates, à l'abri de ses coups. Leur seule protection, c'est leur capacité à les rendre avec usure et leur volonté de se défendre elles-mêmes.

LES P.P. FONT LA LOI ...OU LES IRRESPECTUEUSES

LE préfet de police, M. Maurice Grimaud organise l'opération « répression de charme ».

Un commando de 12 contractuelles se déplace en car-radio dans les endroits embouteillés de la capitale et distribue des contraventions. — Le préfet de police espère que leur sourire désarmera la mauvaise humeur des automobilistes. — On voudrait peut être nous faire rire et prendre avec gentillesse les actes de répression sous prétexte qu'ils sont distribués par des jeunes femmes en mal d'autorité. Leur sourire ? Il aura probablement pour effet d'exciter la fureur des automobilistes. Car si une contravention ne fait jamais plaisir, il est encore plus révoltant de la recevoir avec le sourire cynique d'un flic. Fut-il en jupon.

Mais au fait, comment appelle-t-on celles qui acceptent de gagner leur vie en utilisant leurs charmes... et ceux qui profitent de leur travail ?

(Photo A.F.P.)

Les rédactions de « Lutte ouvrière » et de « Rouge » se sont rencontrées.

Au terme de la discussion nous avons constaté de nombreux points de convergences dans notre analyse et nos projets politiques.

En conséquence, une forme de collaboration a été définie comportant outre l'échange d'informations, l'ouverture de tribunes libres, si possible régulières, dans nos colonnes respectives.

La discussion sur l'unité du mouvement révolutionnaire

LA FORCE DES CHOSES... OU DES MILITANTS

DANS le cadre des accords rédactionnels conclus avec « Rouge », nous avons publié dans les colonnes du dernier numéro de ce journal une tribune libre intitulée « Construire une presse rouge », dans laquelle nous abordions le problème de l'unification des différentes tendances révolutionnaires (1).

Et nous proposions concrètement aux camarades de **Rouge** l'organisation de réunions publiques communes, et la fusion immédiate de nos deux organes en un journal unique où les deux rédactions pourraient s'exprimer librement.

La réponse de **Rouge** (1), publiée dans le même numéro rejette ces propositions.

Rouge déclare certes partager notre point de vue quant aux tâches nouvelles imposées par mai 68. Il déclare notamment : « Ainsi l'avenir du mouvement révolutionnaire en France dépend-il dans une large mesure, de la capacité des divers courants révolutionnaires à surmonter **l'esprit de Secte.** Il nous faut **cesser de cultiver jalousement nos différences.** Il nous faut cesser de considérer le courant révolutionnaire voisin comme l'ennemi principal. Il nous faut **liquider l'esprit de boutique** et placer au premier plan l'intérêt du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. » (Les mots soulignés dans les citations de **Rouge** le sont par la rédaction de ce journal). Mais il ajoute : « L'existence des courants distincts ne résulte pas de la « mauvaise volonté » des militants, (encore qu'elle la suscite et la nourrit). Elle a des racines objectives profondes. Elle ne disparaîtra pas par un coup de baguette magique. Ce ne sont pas des initiatives bien intentionnées, **mais volontaristes** qui feront avancer la question d'un saut de puce. »

Et d'agiter le spectre de l'échec : « ...Toute initiative volontariste, irréfléchie, risque de **compromettre gravement** le processus d'unification au lieu de l'accélérer. Que les camarades réfléchissent aux conséquences d'une fusion qui aboutirait dans les cinq mois à de nouveaux éclatements... L'effet démoralisateur serait multiplié par l'ampleur des espoirs déçus. »

Que l'on nous permette de dire que la part faite dans tout cela aux « racines objectives » nous semble un peu exagérée. Que l'existence de courants distincts résulte de telles racines, c'est indéniable. Mais elle ne résulte pas que de cela. Il ne s'agit pas de renvoyer dos à dos, au nom de ces « racines objectives » les différentes tendances qui se sont affrontées dans le passé. Il y en a qui ont eu raison, et d'autres qui ont eu tort. Et il ne s'agit pas de pratiquer le pardon mutuel des erreurs politiques au nom de la difficulté des conditions objectives. Le propre d'un militant révolutionnaire, c'est justement de ne pas capituler devant les conditons objectives.

Et inversement, il est faux de croire qu'il existe aujourd'hui des conditions objectives nouvelles qui vont nous pousser tout doucement, sans problème et sans effort, vers une unification organisationnelle et idéologique. « Mai 68 » n'a rien changé sur ce plan là. Ce que mai a créé, et ce que les camarades de **Rouge** reconnaissent en partie, c'est des conditions nouvelles qui nous font un devoir de militer pour l'unification du mouvement révolutionnaire. Mais pas autre chose. Et que l'on nous permette aussi de sourire du reproche de « volontarisme » ; le « processus d'unification » dont parlent les camarades de **Rouge** n'existe précisément, et n'existera que pour autant que nous le voulons et que nous le voudrons vraiment.

Il ne suffit pas de parler des avantages de l'unité. Encore faut-il militer en ce sens. Ne compter que sur le dieu des conditions objectives pour l'avenir, comme n'expliquer le passé que par le démon des mêmes conditions objectives, c'est finalement démissionner devant l'activité militante.

Et il nous paraît peu sérieux d'invoquer « l'effet démoralisateur » d'un échec possible, pour dire « nous ne pouvons affronter les propositions de **fusion** que vous soumettez à l'ensemble des courants existants », parce que ce risque, pour autant qu'il existe, ne sera pas moindre dans six mois ou dans un an.

Rouge conclut : Vive l'élaboration collective de la politique révolutionnaire pour les années à venir, première condition de l'unification ».

C'est finalement poser le préalable de l'unification idéologique à toute unification, et du même coup renvoyer celle-ci aux calendes (et de l'avis même des camarades de **Rouge** à plusieurs années).

Encore une fois, c'est une voie sans issue. Les conditions objectives créées par mai nous imposent de lutter pour l'unification du mouvement révolutionnaire. Celle-ci n'est possible que sur la base du droit de fraction. C'est dans cette voie qu'il faut s'engager sans tergiverser si l'unité ne reste pas pour nous un vœu pieux.

Et c'est pourquoi **Lutte Ouvrière,** nullement rebutée, continuera de militer pour qu'au lieu de se succéder dans les petites salles du premier étage de la Mutualité en Cercles Rouges, d'Etudes Marxistes ou Léon Trotsky, les révolutionnaires occupent chaque mois, ensemble, la grande salle de cette même Mutualité, c'est pourquoi aussi nous continuerons de penser que ce qu'écrit **Rouge** tous les quinze jours ou **Lutte Ouvrière** chaque semaine pourrait l'être dans un même hebdomadaire, deux fois plus informé, deux fois plus lu et diffusé.

---

(1) Nous ne pouvons publier ici, faute de place, le texte intégral de « Construire une presse rouge » et de la réponse de **Rouge.** Nos lecteurs intéressés peuvent se reporter au numéro quatre de **Rouge** en date du 29 octobre 1968.

La Carte de Travail

une brimade de plus envers les travailleurs algériens

ON estime qu'il y a environ 550.000 Algériens qui travaillent actuellement en France. Les accords d'Evian leur permettaient jusqu'à présent d'éviter l'obligation de la carte de travail que doivent supporter les autres salariés étrangers. Mais le gouvernement français — et vraisemblablement la préfecture de police — étaient navrés de n'avoir aucun contrôle, aucun moyen de pression sur ce demi-million d'ouvriers.

Aussi le plus sordide des marchandages s'est-il engagé entre les gouvernements français et algérien. Boumediène souhaite que l'émigration vers la France augmente de façon à soulager un peu le chômage qui règne en Algérie et qui constitue toujours un danger pour le régime. D'autre part les fonds que les Algériens expatriés envoient à leur famille sont devenus aujourd'hui indispensables à l'économie du pays, une émigration accrue accroitrait du même coup l' « aide ».

Mais le gouvernement français, d'autre part, a besoin de cette précieuse main-d'œuvre pour les durs travaux de terrassement, dans les mines, etc., et il ne demandait pas mieux que d'autoriser un plus grand nombre de travailleurs algériens à venir en France, au lieu des 12.000 par an seulement prévu par un accord de 1964.

Finalement le « quota » a été fixé à 35.000 Algériens par an qui pourront émigrer en France, et ceci durant trois ans. Le gouvernement français a obtenu que tous les Algériens (y compris ceux résidant en France depuis des années) soient obligés d'avoir une carte de travail.

Jusqu'à présent les travailleurs algériens subissaient « simplement » l'exploitation patronale et le racisme d'une partie de la population. Ils connaîtront maintenant les tracasseries administratives, et les menaces de retrait pour ceux qui seront considérés comme de « mauvais éléments » à la Préfecture de Police.

SEULE LA VÉRITÉ EST RÉVOLUTIONNAIRE

« Seule la vérité est révolutionnaire » titrez-vous un article dans Lutte Ouvrière **n° 14 où vous démentez quelques informations parues dans Rouge.**

Vous contestez certaines informations publiées par nous, en particulier le nombre de Comités d'Action qui existeraient dans l'usine Renault-Billancourt, informations qui nous viennent directement de militants de l'usine ; il apparait maintenant qu'il y a des désaccords entre militants de la Régie : cela se comprend : cette usine compte 35.000 travailleurs et la plupart des militants n'en connaissent que quelques départements.

Ceci dit, si seule la vérité est révolutionnaire il n'est pas correct d'impliquer dans cet article que la rédaction de Rouge chercherait « le chemin qui doit la conduire à la classe ouvrière », éventuellement par le « bluff » ou par des « mensonges utiles ».

Quel que soit le nombre des C.A. l'article avait pour rôle de faire comprendre l'importance à l'heure actuelle de ces regroupements ouvriers dans un certain nombre de départements de l'usine Renault, regroupements au-dehors de toute puissance du P.C.F. ou des syndicats ; il faut comprendre le rôle qu'ils peuvent jouer dans la désagrégation de l'hégémonie stalinienne sur les travailleurs de Billancourt.

Ce n'est pas faire preuve de « mépris » envers la classe ouvrière que d'expliciter ce rôle au travers des C.A. de Billancourt. Car tel était le but de l'article.

Nous regrettons que la rédaction de Lutte Ouvrière **ait pu supposer que nous puissions « volontairement » publier des informations erronées.**

Il eut été plus souhaitable de nous avertir des doutes qu'elle éprouvait quant à nos informations sans pour autant faire des analogies avec les pratiques staliniennes qui nous semblent peu compatibles avec les rapports entretenus par nos deux organes de presse.

Quant au nombre réel des C.A. de Renault-Billancourt, c'est aux militants de la Régie qu'il appartient de trancher la question. Ceci ne change d'ailleurs rien à l'importance des actions qu'ils ont pu mener.

Avec nos salutations fraternelles,

La rédaction de Rouge.

Si nous avons contesté certaines informations de **Rouge,** c'est bien sûr par souci de rétablir la vérité mais surtout parce que la présentation de ces informations erronées semble traiter la vérité avec une légèreté qui est incompatible avec un comportement révolutionnaire.

Et la réponse de **Rouge,** nous confirme dans notre opinion. Nous avons dit : « il n'y a pas 8 comités d'action chez Renault ». A notre connaissance il y en a 3, et encore sous une forme assez embryonnaire. Et si les informations « directes » de **Rouge** sont erronées, ce n'est pas parce que l'usine est grande. Ce qui nous paraît grave ce n'est pas tant que **Rouge** ait publié une information erronée (des militants sérieux doivent vérifier leurs informations mais, même en prenant des précautions, il arrive que l'on se laisse abuser). Mais ce qui nous paraît grave c'est que **Rouge** ait publié des informations sans les contrôler alors qu'à plusieurs reprises nous l'avions averti de nos doutes sur ses sources d'information. Or dans la réponse ci-dessus, **Rouge** dit qu'il aurait été souhaitable de les avertir. Si la rédaction de **Rouge** a fait fi de nos avertissements verbaux nous pensons que c'est un autre signe de manque de sérieux.

Mais ce qui nous paraît encore moins sérieux c'est que, maintenant que tout le monde sait qu'il n'y a pas 8 comités d'action chez Renault, **Rouge** essaie de justifier son attitude.

Il y a des groupes d'ouvriers qui discutent politique. Dans la réponse de **Rouge** ces groupes sont qualifiés « d'informels » (?) Leur nombre n'aurait pas d'importance, ce qu'il faut « c'est comprendre l'importance de ces groupements ». Si leur nombre n'était pas important, pourquoi était-il l'essentiel du titre de l'article de **Rouge** (« Déjà huit comités d'action chez Renault »). Qu'il y ait des ouvriers qui discutent politique à la Régie, c'est certain. Heureusement ! Mais si c'est cela que les camarades de Rouge baptisent C.A. alors il y en a beaucoup plus de 8 !

Mais des groupes tant soit peu organisés, tant soit peu structurés pour mener une **Action,** c'est autre chose ! Ou ils existent, parce qu'ils ont une activité et se sont fait connaître des travailleurs par cette activité, même clandestine. Ou ils n'existent pas. C'est la réalité concrète qui tranche la question et non « l'opinion » des militants.

Comprendre l'importance des groupements de travailleurs en dehors de la toute-puissance du P.C.F. et des syndicats ne peut se faire que si l'on connaît avec précision ce que représentent ces groupements, quantitativement et qualitativement. La rédaction de **Rouge** bâtit toute une argumentation sur des informations erronées. Comme ces informations, vues à travers des lentilles grossissantes, sont dans le sens de son analyse, bien que prévenue, elle néglige de les vérifier. Ensuite, qu'importe que les informations s'avèrent erronnées ; cela ne modifie pas son point de vue. La façon de traiter les problèmes par la rédaction de **Rouge** nous paraît contraire aux méthodes marxistes d'analyse.

Nous pensons, quant à nous, que des révolutionnaires doivent avoir le souci de forger leur opinion à partir de faits incontestables, irréfutables, traiter avec légèreté les faits réels c'est construire sur du sable et, sur le terrain concret de la lutte des classes, cela ne pardonne pas.

Nota : de ce même point de vue, signalons qu'à Renault-Cléon, le comité d'action cité comme « exemplaire » dans le dernier numéro de **Rouge** (n° 4)... a décidé il y a trois semaines de se dissoudre, faute de participants de l'usine.

Les accidents du travail

LE LOURD TRIBUT PAYÉ A LA PRODUCTION

FRANCE-SOIR du 2-11-68 a publié un tragique bilan des accidents du travail. Chaque année, un million de travailleurs sont victimes de ces accidents, quatre mille sont des cas mortels.

Sur la base de 8 heures de travail par jour, il y a un accident toutes les 7 secondes, et un accident mortel toutes les 40 minutes. C'est le bâtiment qui paie le plus lourd tribut aux accidents du travail. 350.000 par an, dont mille mortels. Dans la métallurgie, il y a 370.000 accidents, dont 320 mortels.

D'après **France-Soir,** ces accidents coûtent près de 4 milliards de Francs à la Sécurité sociale et 8 milliards à l'économie nationale. Le nombre des journées de travail perdues pour cause d'accidents du travail équivaut à l'arrêt total de toutes les usines françaises d'automobiles et d'aéronautiques pendant 1 an.

De temps en temps, les autorités s'émeuvent contre ce fléau qui assassine et handicape chaque année des milliers et des milliers de travailleurs. Des dispositions sont prises pour essayer d'éviter les accidents du travail. La plupart de ces dispositions, d'ailleurs, concernent celles qui coûtent le moins cher. Il faut informer les travailleurs, il faut les éduquer, leur apprendre à garantir leur propre sécurité. Tous ces ouvriers qui se blessent au travail ne le font pas volontairement. Mais prétendent les patrons, bien souvent, ils sont inconscients du danger. Ils sont animés d'une insouciance incompréhensible. Alors avec de belles affiches dans les ateliers, une petite brochure distribuée ça et là, et éventuellement la sanction contre celui qui n'aura pas pris assez de précautions, on doit pouvoir arriver à limiter les accidents du travail. Des règles, il y en a paraît-il, et de bonnes. Mais voilà, elles ne sont pas appliquées. Des ouvriers refusent de porter un casque, ou un masque, ou de mettre leur ceinture de sécurité. Ils chargent trop leur benne de pièces, ils roulent trop vite, ils rangent mal leur matériel. Les patrons ne peuvent pas toujours être derrière eux à veiller à leur sécurité ! Les inspecteurs du travail sont tellement débordés, les pauvres, qu'ils ne peuvent pas tout contrôler ! Quelle hypocrisie !

On nous dit souvent, quand arrive un accident, que les règles élémentaires de sécurité n'ont pas été respectées.

Les règles ? Elles existent tout juste pour disculper le patron quand l'accident se produit. Mais elles ne suffisent pas à prévenir les accidents. Pour que l'accident soit impossible, il faut organiser la production de telle façon que l'ouvrier, sans avoir à réfléchir, ne se trouve jamais dans une situation permettant l'accident. Cela est techniquement possible. Mais cela coûte cher. Et la production capitaliste se satisfait parfaitement d'un certain pourcentage de blessés et de morts.

Mais si les règles et les moyens de sécurité sont insuffisants, l'inobservance de ces règles augmente encore davantage le risque d'accident. Le patron les viole par économie. Il augmente les cadences, sans pour autant augmenter la place dans les ateliers, sans se préoccuper si pour suivre la machine, l'homme doit se soumettre à un effort plus intense et prolongé qui le conduit à l'accident. D'autre part, il existe des règles de sécurité qui pour les travailleurs sont bien difficiles à observer. L'ouvrier qui doit se déguiser en cosmonaute pour assurer sa production, et qui doit se maintenir dans cet état 8 à 9 heures par jour, et 5 à 6 jours par semaine, est pratiquement soumis à la torture, et c'est bien souvent quand il se libère pour quelques instants de son supplice que l'accident l'empoigne. Même « règles élémentaires » elles sont bien souvent inobservées parce que le patron préfère prendre le risque d'un accident pour un ouvrier, plutôt que de débourser le prix d'une installation coûteuse. Et il faut connaître la bagarre épuisante et le plus souvent stérile de ceux qui s'efforcent de faire respecter la sécurité, pour comprendre que bien souvent, ils préfèrent abandonner la lutte. Combien de revendications de sécurité restent sur les cahiers pendant des mois et ne reçoivent un début d'application qu'à partir du moment où il s'est produit un accident ? Quant au rôle des inspecteurs du travail, il est bien rare de les voir se déplacer, et quand ils le font, l'atelier a été préparé en conséquence. Et les ouvriers qui ont vu un des leurs, victime d'un accident, peuvent attendre longtemps le résultat de l'enquête.

En fait, les accidents du travail n'existent que parce que la production est organisée avec un souci très limité du respect de la sécurité. Demander aux travailleurs de faire attention, de se protéger eux-mêmes, c'est une pure hypocrisie. A l'atelier, l'ouvrier a une tâche à remplir, dont dépend sa paie. Il n'a ni le temps, ni les moyens de monter une garde vigilante autour de sa sécurité. C'est aux patrons, et à eux seuls, qu'incombe la responsabilité des accidents. Une machine placée dans de mauvaises conditions n'assure pas sa production, ou se brise. On voudrait que l'homme qui la fait marcher non seulement n'ait aucune défaillance, mais soit en plus capable de pallier toutes les défaillances du système de production qui l'entoure. Cela est impossible, cela coûte 8 milliards par an, et surtout cela coûte un million de blessés et 4.000 morts.

les problèmes de la sécurité

CHEZ BENDIX (DRANCY)

CHEZ Bendix, à Drancy, la direction comme bien d'autres, n'hésite devant aucune économie pour asseoir ses bénéfices.

Parmi celles-ci, il y a les mesures d'hygiène qu'elle oublie volontairement, mais surtout ce sont les mesures de sécurité qu'elle refuse de respecter.

Elle pousse son mépris de la vie et de la santé de son « matériel » humain jusqu'à essayer d'empêcher les blessés et les malades de se soigner : pour ne pas payer une très grosse prime d'assurance à la fin de l'année, elle s'efforce de limiter les arrêts dus aux accidents de travail.

Pour faire pression, elle profite entre autre du fait que beaucoup de travailleurs de l'usine sont étrangers et parlent peu le français, pour les abuser.

Ainsi, mercredi dernier, quelques minutes avant la sortie de 23 heures, des ouvriers algériens vinrent à l'appareil à boissons où quelques ouvriers français et une déléguée étaient rassemblés.

« Venez vous occuper d'un camarade marocain, ça fait trois jours qu'il travaille seul dans son coin, complètement couvert d'eczéma ».

Les quelques présents sont allés voir ce camarade marocain qui travaillait effectivement dans un état lamentable au « trichlore chaud ». Depuis trois jours, il travaillait le visage et les bras couverts de boutons, sans savoir qu'il pouvait s'arrêter ; sans que le toubib dit « du travail » (certainement parce qu'il est là surtout pour favoriser le travail !) ne s'en soit occupé alors même qu'il l'avait vu trois jours auparavant ; sans que le chef d'équipe qui avait ce malade sous ses ordres, ne prenne la peine de le changer de poste.

Parce que Marocain, parce qu'il ne parlait pas le français, et qu'il n'était pas au courant de la législation, toute la machine productrice, tous les larbins du patron avaient continué à le faire venir travailler au trichlore chaud, un des endroits les plus nocifs de toute l'usine.

Ce fait n'est pas le premier. Dans un autre atelier, le traitement thermique, où l'on traite les pièces de métal dans des bains chimiques, une ouvrière a dû attendre plus d'une demi-journée pour obtenir ses papiers de sécurité sociale alors qu'elle venait d'être brûlée par un des produits traitants.

Le mois dernier, c'est un camarade de l'équipe 6 qui a eu la main droite écrasée par une perceuse. On a dû lui couper deux doigts. Il n'est pas sûr qu'il puisse se servir normalement des trois doigts restants, tous les os de la main ayant été brisés. Depuis, on s'est aperçu, malheureusement un peu tard, que depuis toujours les ouvriers de l'équipe 6 travaillaient avec des machines n'ayant aucune sécurité. Il a fallu cet accident, le scandale qu'il a provoqué et l'intervention de l'inspection du travail pour que la direction accepte, enfin, d'installer les grilles de protection indispensables sur toutes les machines de l'atelier.

Enfin, et ce n'est qu'un exemple de plus, lors d'un incendie il y a quelques mois, à la Division Technique, on s'est aperçu que l'évacuation de l'atelier était désastreuse. Jusqu'au dernier moment, les chefs avaient essayé de cacher l'incendie aux travailleurs. Ceux-ci d'ailleurs n'ont jamais pu en connaître les origines.

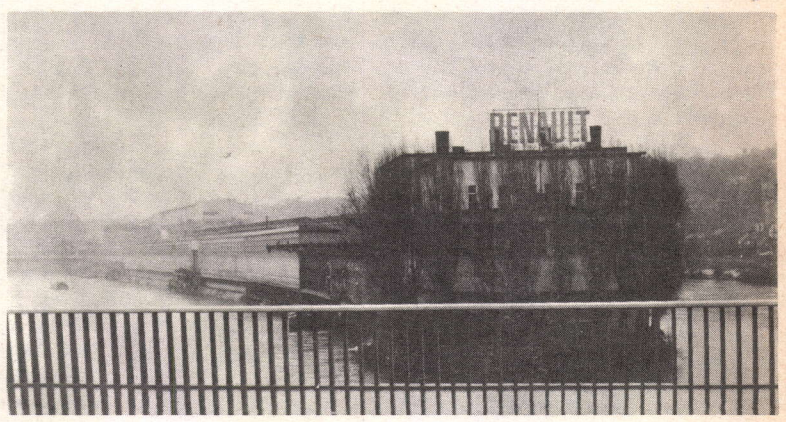
Mais, non contente de mettre ainsi perpétuellement en danger ses ouvriers, la direction de Bendix se permet en plus, de se moquer d'eux.

C'est ainsi qu'elle ose offrir une prime de 50 francs à toute suggestion concernant la sécurité, alors qu'elle *licencie* purement et simplement un cariste (chauffeur de Fenwick) qui refusait de travailler avec un véhicule dont la direction était morte, donc extrêmement dangereuse.

Bendix, en fait de sécurité, ne connait que celle procurée par les freins qu'on y fabrique.

Ceux qui les fabriquent, eux, connaissent plutôt une insécurité sans frein.

• CHEZ RENAULT (BILLANCOURT)



DEPUIS le retour des vacances, encore plus qu'avant, c'est l'anarchie dans la production. Au 74, de nombreuses voitures sortent sans être terminées. Il faut les mettre en retouches. Cela entraîne du retard. Alors bien sûr, il faut le rattraper, et pour cela « bourrer », « bourrer » toujours davantage.

Au 12, la semaine dernière, il est arrivé un accident qui aurait pu coûter la vie d'un ouvrier. Voici les faits : les déchets de tôle, après l'emboutissage, sont entassés puis évacués par des bennes tirées par des « Tracma ». Comme il faut faire vite, on charge les bennes au maximum. Et bien sûr, cela devait arriver un jour ou l'autre, la benne trop chargée a basculé, et des tonnes de tôle se sont déversées sur une cabine où par bonheur il ne se trouvait personne.

La semaine dernière, un autre accident, mortel celui-là, s'est produit aux fonderies. La direction avait décidé de démolir un des fours qui sert à la refonte des pièces mortes et des déchets. Pour cela, elle a fait appel à une entreprise extérieure. Un ouvrier, qui travaillait à proximité des travaux de démolition a été écrasé par un matériau. Il est mort.

Losque les travailleurs font la moindre infraction au règlement, la direction sévit. Elle sanctionne. Elle ne sait faire que cela. Exemple : les mises à pied prises contre les caristes, qui se sont servis de leur car pour aller déjeûner à la cantine. Mais quand la direction a besoin d'assurer sa production coûte que coûte, elle n'hésite pas à violer les règles élémentaires de sécurité. Bien plus, elle tente d'en reporter la responsabilité sur les ouvriers eux-mêmes. Témoin, cette affiche d'un goût douteux : « le virage vous vire ».

Les accidents du travail, seule la direction en porte la responsabilité. C'est à elle de prévoir tous les moyens pour empêcher qu'un ouvrier travaille dans des conditions d'insécurité. L'ouvrier qui, en accomplissant sa tâche, doit assurer sa cadence pour « faire sa paie », n'a pas les moyens de veiller efficacement à sa propre sécurité. En assurant sa production, il fait son travail. A la direction de faire le sien, en assurant sa sécurité

A NOS LECTEURS

La publication de la troisième partie de l'article sur « les délégués du personnel en France » est reportée à notre prochain numéro.

correspondances des entreprises

• A PEUGEOT (Sochaux)

le Ron-ron syndical et ses résultats

UN Comité d'hygiène et de sécurité doit obligatoirement exister, d'une part dans les entreprises industrielles occupant habituellement 50 ouvriers au moins, d'autre part dans les entreprises commerciales, offices publics, professions libérales, etc. occupant au moins 500 salariés.

Dans toutes ces entreprises, les délégués du personnel participent avec le Comité d'entreprise à la désignation des représentants du personnel au Comité d'hygiène et de sécurité.

Dans les entreprises où il n'existe pas de C.H.S., les délégués du personnel tiennent en quelque sorte lieu de ce comité et ont pour mission de veiller à l'application des prescriptions législatives et réglementaires concernant la sécurité, de proposer toutes mesures utiles en cas d'accident ou de maladies professionnelles, afin d'en éviter le retour.

A Sochaux, un tel Comité a fonctionné jusqu'en 1965 : les représentants du personnel de ce Comité disposaient alors de 5 h chacun.

Ces heures pouvaient être utilisées pour vérifier l'application des règles de sécurité, renseigner les travailleurs sur leurs droits, revendiquer l'amélioration de certains postes, proposer des aménagements aux endroits dangereux, etc.

Depuis 1965, suite à un changement de directeur, ce mode de fonction avait été supprimé. Pendant trois ans, la Direction a essayé d'organiser des visites de secteur sous sa seule initiative dans le cadre d'une « commission technique d'hygiène et de sécurité ».

La direction choisissait le secteur à visiter et accompagnait les représentants du comité.

Inutile de dire que la majorité des représentants du personnel a refusé ce marchandage et de ce fait les problèmes de sécurité sont venus grossir les préoccupations des délégués du personnel les plus consciencieux.

Ainsi les syndicats demandaient de temps en temps le retour aux conditions de fonctionnement d'avant 1965.

Au cours de la grève de Mai-Juin, rien de précis n'a été obtenu si ce n'est la promesse d'étudier le « problème ».

C'est ce qui a été fait et si la Direction a reculé un petit peu, ce qu'elle a cédé montre bien les limites de ce qu'il est possible d'obtenir par les discussions si chères aux syndicats :

Elle « offre » maintenant 2 h de fonctionnement dit libre ! Drôle de liberté puisque les représentants C.H.S. devraient lui rendre compte de l'utilisation de leurs heures : quelles machines ils sont allés voir, qui les a appelés, etc.

Quant aux trois autres heures, ce serait toujours la direction d'usine qui proposerait le secteur à visiter et qui organiserait la visite sous son contrôle.

Dans le contexte actuel de Sochaux, ce maigre résultat est à l'image de la combativité des syndicats tout heureux d'avoir retrouvé le ron-ron des discussions.

Mais si un jour les travailleurs veulent entre autres choses que soient respectées les règles d'hygiène et de sécurité, ils devront lutter pour imposer au patron des représentants élus par eux et contrôlés par eux.

LETTRE aux patrons

"LES employeurs ne trouvent, ni le personnel professionnel, ni même les ouvriers sans qualification dont ils ont besoin... Les jeunes gens qui sortent des écoles techniques ou d'apprentissage, munis d'un C.A.P. refusent des postes d'O.S., déclare-t-on du côté patronal, mais ne sont pas suffisamment qualifiés pour d'autres emplois. »

« Le Monde », 31 octobre. »

Messieurs,

Votre candeur ou votre hypocrisie passe les bornes. N'est-ce pas vous et votre société qui avez toujours justifié les hauts salaires et les gros honoraires en disant que ceux qui en bénéficient « ont fait des études ».

Et vous voudriez, aujourd'hui, que le garçon qui vient de passer trois ans dans un C.E.T. accepte un emploi mal payé, très fatigant, et pour lequel il suffit, en général, de quelques jours d'apprentissage ?

Il y a bien une solution. Avouez que les années d'études ne doivent pas justifier des différences de salaires. Abolissez l'échelle qui place l'O.S. au dernier rang. Payez le correctement et vous trouverez des volontaires à l'embauche.

Mais, par la même occasion, ayez la franchise, vous et votre Etat de reconnaître que vous n'infligez à la jeunesse ouvrière des centaines heures d'atelier dans les écoles que pour « l'occuper » et l'empêcher, pendant ce temps, d'acquérir une véritable culture générale qui lui permettrait de se défendre contre vous demain.

Ayez la franchise, en somme, de dire que le fameux diplôme de « mécanique générale » qui sanctionne trois ans d'études, n'est pas un véritable C.A.P. et ne vaut absolument rien.

Une telle franchise, c'est sans doute trop vous demander. Les jeunes essayeront de s'en passer. Du moins, ils peuvent l'exiger des membres de l'enseignement technique qui n'ont aucune raison de se rendre complices, même par le simple silence, des projets patronaux.

LIP et la participation

DANS « Le Monde » du 15 août dernier, Fred Lip traitait les patrons français de « vieux croutons paternalistes » et déclarait qu'il est inacceptable que « des hommes et leur famille vivent trop bien, non pas sur les bénéfices qu'ils réalisent grâce à leurs valeurs (?), à l'utilisation de la totalité de leurs capitaux..., mais bien du fait qu'ils réussissent à payer en dessous de la légalité et surtout en dessous de la décence ».

Un lecteur non averti pourrait croire que travaillller chez Lip est un plaisir, un honneur inestimable et que les bénéfices réalisés par ce patron ne proviennent pas de l'exploitation de ses ouvriers mais de ses qualités exceptionnelles. N'a-t-il pas, en patron « moderne », conscient de ses responsabilités et de ses devoirs, accepté dans les accords Lip le principe de l'échelle mobile des salaires et ne veut-il pas mettre en pratique, sans les réticences des autres patrons, la participation ?

C'est du moins ce que Lip affirme. Qu'en est-il de la réalité ?

D'abord l'Echelle mobile : Dans les accords Lip, il est écrit que « lorsque l'indice des prix (référence budgets familiaux syndicaux) sera à la cote d'alerte (« cote » non définie !) un alignement des salaires suivra ». Cet alignement devra être établi suivant un pourcentage qui, lui aussi, reste à déterminer.

Et c'est tout ! Lip ne s'est pas mouillé en acceptant le principe de l'Echelle mobile, car il s'est arrangé pour que cela n'ait aucune implication. En tout cas, le premier pas qui devait être fait en août n'est toujours pas fait et Fred Lip, après ses fanfaronnades, ne semble pas être pressé.

Pour faire oublier l'Echelle mobile, Lip s'est rabattu sur la participation et jusqu'à présent, il a réussi à y intéresser les syndicats.

On participe donc chez Lip : Le patron et ses sbires multiplient les réunions d'information, convoquent plus souvent les délégués, leur passent des films sur la fabrication des montres, cherchent le dialogue direct avec les jeunes...

Mais nous qui ne sommes pas invités à ce « cinéma » (il faut bien que quelqu'un produise pendant que d'autres « participent »), nos délégués ne nous racontent pas tous les secrets de cette « participation ». Mais nous devons « faire confiance à nos délégués » **comme nous l'a demandé Fred Lip** (!)

Ce qu'il nous propose, à nous, c'est de trouver et de lui donner des solutions, suggestions... pour abaisser ses prix de revient.

En somme, pendant qu'il fait joujou avec les syndicats, il voudrait que nous participions à notre propre exploitation ! Et bien sûr, nous ne nous bousculons pas au portillon...

Et c'est ce pauvre et généreux Lip qui doit tout faire et participer lui-même à la recherche des moyens pour abaisser ses prix de revient. Et ce qu'il a trouvé jusqu'à présent lui semble peut-être être « décent ». Qu'on en juge :

— Il a décidé de fermer l'usine d'Issoudun et voilà 105 travailleurs qui « participeront » à la longue queue au bureau de chômage.

— Il envisage de supprimer des postes dans son usine d'Ornons (Jura) et sans doute de la fermer l'an prochain.

— Il augmente les cadences à Besançon...

Voilà comment Fred Lip a commencé à mettre en pratique la participation, ça promet !

Ainsi, qu'il s'agisse de « participation » ou autre rigolade, nous n'avons rien à attendre d'intéressant de la part du patron, surtout de Lip qui n'en est pas à son premier coup du même style.

Ici, comme ailleurs, il n'y a que par notre lutte que nous obtiendrons de réelles garanties de salaire et d'emploi.

« Lutte Ouvrière »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

correspondances des entreprises

• RENAULT (BILLANCOURT)

Le comité d'action du département 70

DEPUIS le « Nous appelons les travailleurs à se prononcer en masse pour la reprise du travail » et depuis que les accords de Grenelle, qui avaient été rejettés en bloc par les ouvriers de la Régie, ont été transformés en « victoire incontestable » pour les besoins de la cause, certains travailleurs ont commencé à contester ce qui est « incontestable » en s'organisant dans des comités d'action.

Ainsi au département 70, qui fut l'un des premiers à se mettre en grève en mai, le Comité d'action créé par des militants révolutionnaires, après les vacances, regroupe quelques jeunes.

Une dizaine de travailleurs assistaient à la première réunion qui s'est tenue à l'atelier le midi. Il fut décidé de sortir un tract pour informer ceux que nous n'avons pas pu contacter, des raisons qui motivent la nécessité d'un Comité d'action au 70.

Mais si le tract a été bien accueilli, sauf par certains militants du P.C.F. ou de la C.G.T., la majorité des ouvriers du secteur est sceptique quant à sa possibilité d'existence et de lutte indépendante des syndicats, ou plus simplement se méfie. Certains à qui on demandait ce qu'ils pensaient des Comités d'action répondaient : « Nous, aussi, dans le temps, on a essayé de s'organiser indépendamment des syndicats, on a été « scié » par la C.G.T. » ou encore : « Il y a déjà trois syndicats, ça suffit, pas besoin d'un autre ».

Quelques jours plus tard, un tourneur P1 est déclassé d'indice parce qu'il a un prétendu retard de plusieurs milliers de minutes. C'est un prétexte qui permet à la Régie de lui voler neuf centimes de l'heure. (Neuf centimes par ci, une prime d'équipe par là, une prime de douche ailleurs, des « erreurs » un peu partout, l'usine pilote n'en est pas à ses débuts !).

A cette sanction, la C.G.T. et les autres vont réagir selon leur petit train-train habituel, c'est-à-dire sans faire grand chose. Tout au plus, ils se déplacent jusqu'au bureau du chef du Département pour « trouver une solution ». Celui-ci glisse la « solution » dans ses poches et les renvoit bredouilles et tous comptent sur l'oubli pour régler l'affaire... au profit du patron !

Devant le peu d'enthousiasme des syndicats à défendre notre camarade, le Comité d'action presse un responsable C.G.T. de convoquer une assemblée de travailleurs pour discuter et trouver les moyens de résoudre le problème des déclassements. La C.G.T. refuse. Le comité d'action convoque lui-même une assemblée, le midi, qui regroupe une trentaine de personnes. Certains veulent brûler les onglets (fiches de délais), d'autres ne sont pas d'accord. Finalement, on décide de se rendre tous à 14 h au bureau du chef du Département pour lui parler « à deux doigts des moustaches ».

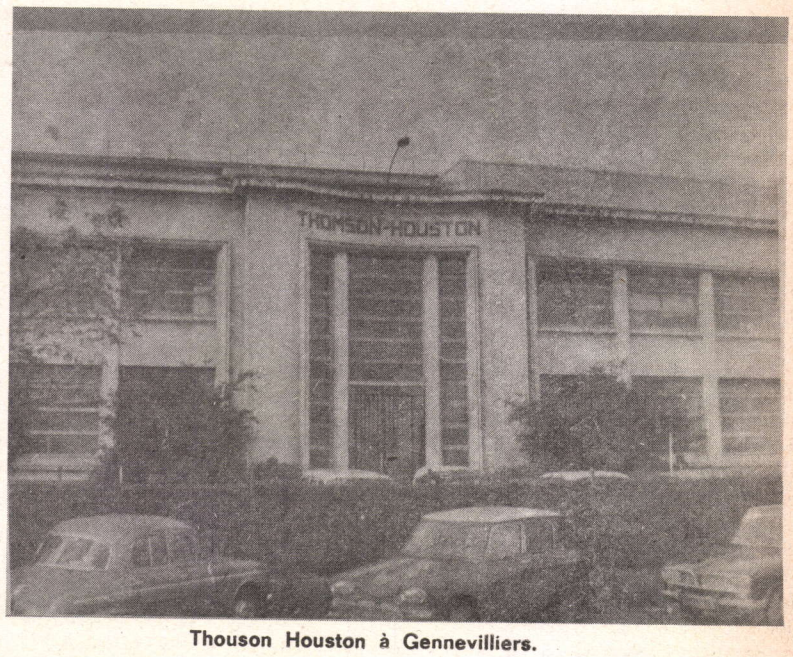
Celui-ci est furieux, devient blême, bégaie que c'est une pression, etc. La légalité et la routine veulent qu'on ne fasse pas irruption dans le bureau d'un chef, surtout quand on est une trentaine « d'enragés » ou « d'anarchistes ». Le mardi suivant, la réunion mensuelle des délégués du personnel est avancée, et pour cause.

Il parait que la victime de la sanction fait un stage en ce moment pour retrouver sa qualification.

Comme quoi, quand les ouvriers s'occupent eux-mêmes de leurs affaires, ils sont mieux servis. Tant pis pour les pontes !

• Thomson-Houston

se payer de mots



Thouson Houston à Gennevilliers.

PENDANT la grève de mai-juin, les ingénieurs et cadres de l'usine G1 ont eu, au début, un statut particulier. Le comité de grève a accepté qu'ils entrent à l'usine sans se déclarer grévistes.

Ils venaient discuter dans des séances de travail des problèmes de l'entreprise et de leur place dans la participation aux décisions de la direction.

Au cours de ces séances beaucoup ont constaté le gachis qui régnait dans l'organisation de la production. Beaucoup se plaignaient des lenteurs et des barrières bureaucratiques. Ils regrettaient l'absence de responsabilités, et constataient que dans un travail déterminé on se passait sans cérémonie de leur avis.

Si après ces séances de travail, certains se sont déclarés grévistes, ce n'était pas pour obtenir une augmentation de salaire, mais pour ne plus être considérés comme des robots.

La direction a été sensible au mécontentement des cadres. Avec son paternalisme habituel elle a tout de suite vu le parti qu'elle pouvait en tirer. Elle a vu que leurs revendications ne remettaient pas son autorité en question, que leurs suggestions se plaçaient toujours dans l'intérêt de la maison. C'est pourquoi elle a décidé de créer à G1 des « groupes de travail » pour un prototype. Ils sont chargés d'obtenir pour un minimum de prix de revient, dans des délais les plus courts, avec le minimum de personnel, un maximum de profit au patron. Les cadres pourront bavarder entre eux, dans certains cas on tiendra compte de leur avis. Mais cela ne changera rien à l'organisation de l'usine. La direction pense que cela suffira pour leur faire perdre leurs velléités de contestation.

Il dépendra des cadres qu'ils aident ou non la direction à mieux nous exploiter et à mieux les exploiter eux-mêmes.

Décidément, la direction de G1 est à l'avant-garde des mystifications gouvernementales. Les cadres vont-ils s'en satisfaire et se payer de mots ?

• AU SYNDICAT C.G.T. DES SCIENCES HUMAINES

Les Bureaucrates ne font pas la loi

SI l'appareil de la C.G.T. a tenu bon dans les usines, il n'en est pas toujours de même dans les sections syndicales qui regroupent des salariés intellectuels plus perméables aux idées « gauchistes ».

Le syndicat C.G.T. des « Sciences Humaines » en est un exemple.

Ce syndicat qui compte environ 450 syndiqués, regroupe le personnel chargé des études de marché dans les entreprises, et d'autre part les psychologues du travail (AFPA).

Les premiers se montrent les plus « gauchistes » et contestent même le titre de « Sciences humaines » donné centralement à leur syndicat. On les comprend.

Le fait est qu'en Mai, malgré la présence d'un secrétaire PCF, le Conseil Syndical et les différentes assemblées de syndiqués approuvent l'action des étudiants, puis se proclament solidaires des organisations d'extrême-gauche qui avaient été dissoutes. Ils critiquent du même coup l'ensemble des prises de positions de la CGT.

La réaction de la hiérarchie ne s'est pas fait attendre, et à la rentrée, à l'occasion de la chasse aux sorcières gauchistes dans la CGT, le conseil syndical des Sciences humaines se vit adresser une lettre de reproches et de menaces de la part de la fédération.

On y lisait notamment :

— *« positions inadmissibles et dangereuses... »*

— *« Soutien inconditionnel à tous les groupes gauchistes »*

— *« Dénigrement systématique des positions démocratiquement élaborées par la CGT ».*

— *« Insultes et calomnies envers des dirigeants de la CGT...*

En conséquence, la fédération menaçait de « prendre toutes mesures... »

Alors que l'ensemble des syndiqués souhaitaient répondre en réaffirmant les positions prises antérieurement, c'est le secrétaire du P.C. qui élabore avec un comparse, « en toute démocratie », une réponse de plate autocritique des positions du syndicat qu'il préside.

« Le secrétariat du syndicat des Sciences humaines est malheureusement contraint à reconnaitre fondées les critiques adressées par la Commission Exécutive de la Fédération Nationale des Employés et Cadres. »

Mais un peu plus tard, l'assemblée générale du syndicat désavouait cette attitude. Elle votait un autre texte à une majorité des 2/3, où il était dit notamment : « les syndiqués estiment que c'est aux dirigeants de rendre compte devant la base... Dans ces conditions, l'assemblée des syndiqués exprime son désaccord avec la lettre de la C.E. et passe à l'ordre du jour ». Cette motion avait été proposée par deux sympathisants P.C.F. et deux sympathisants gauchistes.

La contestation continue.

Monsieur Guéna, il y a le télephon !

Monsieur Guéna, y'a le téléphon !

L'autre soir à Europe N° 1 les auditeurs pouvaient en toute liberté poser des questions et soumettre des revendications à M. Guéna, ministre des P. et T. Parler à ses ministres, quel miracle de démocratie et de participation !

M. le Ministre s'en tira bien pour nous expliquer, comme on nous explique toujours, que tout est normal et va pour le mieux dans le meilleur des mondes : l'augmentation des affranchissements postaux, les 12 ou 16 mois d'attente pour obtenir un branchement téléphonique (délai supprimé si l'on avance 2.000 F).

Mais voilà que le téléphone résonne...

L'animateur : « M. le Ministre, avant la fin de l'émission il vous faudrait répondre à ce dernier appel ; sans quoi l'on pourrait croire que vous éludez les questions gênantes, et, bien sûr M. le Ministre... » Bref, on passe la ligne.

L'interlocuteur : « M. le Ministre, on dit que 25.000 lignes sont branchées sur tables d'écoute. Est-ce là M. le Ministre le fruit de votre initiative personnelle ou avez-vous obéi là à des ordres impératifs venus d'en haut. »

M. Guéna, qui l'eût dit, est maître en l'art de faire des pirouettes (la question n'était pourtant pas formulée de trop méchante façon). Et ce fut un rire, un peu forcé avouons-le, qui répondit à l'indiscret ,avec cette sublime sortie :

« Cette émission devait se terminer par une plaisanterie, merci Monsieur de l'avoir faite. »

Couac !.. Coupé !

Eh bien, M. Guéna, la radio serait-elle la 25.001e ligne fliquée ?..

• A LA SAGEM (Argenteuil)

Quand la C. G. T. devient patron

LA SAGEM (Société d'application générale d'électricité et de mécanique) à Argenteuil, construit des appareils de précision, notamment pour l'aéronautique et pour la navigation, des téléimprimeurs, etc.

Deux mille employés y travaillent (ouvriers professionnels, agents techniques, dessinateurs, cadres, ingénieurs, peu d'O.S.). Les syndicats représentés sont la C.G.T. et la C.F.D.T. A la suite de la grève de mai-juin 68, un syndicat-maison C.F.T. s'est constitué.

Les militants de la C.G.T. ont enfin arraché un « acquis tangible », il se sont « battus » pour que la direction cède la gestion de la cantine au C.E., c'est-à-dire à la C.G.T. Méprisant l'accusation flétrissante de se conduire en « marchands de soupe », les militants staliniens se préparaient à construire leur petit îlot de socialisme à la S.A.G.E.M. Mais le personnel de la cantine, à qui l'on n'avait pas demandé son avis, ne l'entendait pas de cette oreille. Des bruits de licenciement couraient, les employés de la cantine s'inquiétaient de leurs nouvelles conditions de travail. La C.G.C. dévoilant ce qui s'était dit à une réunion du C.E. donna des précisions dans un tract : trois licenciements au moins auraient lieu, l'acheteur, le gérant et le gérant-adjoint seraient remplacés. Le syndicat jaune C.F.T. en profitait pour tourner en ridicule la C.G.T., qui effectivement se conduisait en patron, et démagogiquement il assurait de sa « solidarité » les employés du self.

Ceux-ci signèrent une pétition demandant à conserver leur statut S.A.G.E.M. Elle fut signée par 54 employés sur 57, trois cégétistes s'y opposant.

Ils n'en restèrent pas là et commencèrent à manifester avec des pancartes dans l'usine et à se mettre en grève illimitée. Les ouvriers de la S.A.G.E.M. eurent droit à des sandwichs en remplacement des repas, les trois cégétistes montraient ostensiblement qu'ils ne faisaient pas grève, c'est tout juste s'ils ne se sont pas mis eux-aussi à pleurer après la « liberté du travail ». Les ouvriers assistaient aux accrochages verbaux entre la C.G.T. et les employés du self, dans leur grande majorité ils donnent raison à ces derniers.

La C.G.T. ulcérée devant tant d'ingratitude vis-à-vis de son zèle à défendre les travailleurs crie au complot anti-C.G.T. et traite les grévistes d'agents du patron. Elle fulmine dans un tract : « Vendredi dernier (25 octobre) les usagers des selfs n'eurent pas la possibilité de prendre leur repas, les employés de ces services étant en grève ! ». Repoussant avec arrogance les exigences des employés du self sur un engagement écrit concernant leurs nouvelles conditions d'emploi, elle déclare sèchement que cela « sera fait au moment opportun ». Enfin poussant son souci envers l'estomac des travailleurs jusqu'à s'abaisser en se lamentant et en suppliant la direction d'arrêter de lui faire des misères et d'« exciter » le personnel de la cantine contre elle, elle va jusqu'à faire valoir que « La C.G.T. consciente que ce service (la cantine) doit fonctionner normalement, dans le passé **n'a jamais rien tenté** pour entraîner ce personnel particulier dans une action revendicative ».

Après toutes ces palinodies, la grève s'est terminée à son deuxième jour. La C.G.T. a dû donner des assurances verbales. Ce qui reste toujours valable c'est la note sèche de la C.G.T. déclarant à ses futurs employés que le C.E. avait besoin de son personnel au complet pour le 4 novembre et que les demandes d'emploi devaient lui être adressées pour le 29 octobre au plus tard, ceux qui s'abstiendraient étant considérés comme démissionnaires.

Ainsi c'est contraints et forcés que les employés de la cantine remplissent leurs demandes d'emploi. Ces singuliers syndicalistes font la partie belle au patron en le déchargeant d'un service indispensable mais non rentable. Par leur morgue de bureaucrates ils se trouvent encore plus déconsidérés aux yeux des travailleurs.

Le chômage dans les Bouches du Rhône

Quand la S.F.I.A. fermera ses portes, il y aura 400 travailleurs en chômage...

... ici, on doit licencier peu à peu une centaine de salariés dans les mois qui viennent.

Avant le mois de Mai, le département des Bouches-du-Rhône possédait le peu enviable record de France du chômage. Depuis lors, le nombre des sans-travail ne cesse d'augmenter principalement chez les marins, dans le bâtiment, la métallurgie, chez les dockers, etc.

un lecteur nous écrit

A PROPOS DES ÉCOLES D'INFORMATIQUE

LA mécanographie, autrefois un tout et maintenant une constituante de l'informatique, a toujours été entourée d'une auréole. Actuellement, la mécanographie classique est en très nette régression, des ateliers importants étant presque supprimés et remplacés par des ordinateurs. Cela n'empêche pas certaines « écoles » privées de promettre monts et merveilles pour décider des gens à suivre leurs cours. Ainsi on peut apprendre à se servir du matériel classique IBM pour une somme de 400 à 600 francs par mois, apprendre la programmation pour 1.200 à 1.800 francs, une annonce parue dans quelques revues françaises disait : « Devenez programmeur et gagnez 2 500 francs par mois », or la vérité est toute autre. Avant de se décider, celui qui aspire à suivre ces cours devrait relever dans les petites annonces les offres d'emploi en mécanographie et aller voir comment cela se passe. Pour une place offerte, il y aura vingt, trente candidats, parfois plus, et un opérateur ayant deux ou trois ans d'expérience a peu de chances d'être embauché, du fait du remplacement du matériel par des ordinateurs. On voit des opérateurs ayant un grand nombre d'années d'expérience faire du porte à porte pour essayer de se recaser.

Quant aux programmeurs, il en est de même. Nous avons vu une entreprise passer une annonce pour recruter des opérateurs. Une cinquantaine de candidats défilèrent dans le bureau du chef de service, certains ayant suivi ces fameux cours, pour être soit programmeurs, soit analystes. La plupart étaient démoralisés, quelques-uns avaient déjà essayé de se faire embaucher par plus de vingt entreprises, ils étaient prêts à accepter n'importe quoi, comme du travail de nuit, pour trier les cartes, c'est-à-dire ce que j'ai fait (de jour) en débutant dans cette profession.

Et, au cas où une entreprise embauche un de ces infortunés, savez-vous ce qui arrive ? Elle lui fait passer des tests, lui fait signer un contrat et l'envoie chez un constructeur (d'ordinateurs, bien entendu) recommencer sa formation à zéro.

Alors, à quoi servent ces fameuses écoles d'informatique ?

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de a vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

DANS LE TARN ET GARONNE

ESCLAVAGE OU ÉDUCATION SURVEILLÉE

DANS le petit village de Lafrançaise, dans le Tarn-et-Garonne, la S.C.A.V. (Société Civile Agricole des Vallées) a passé un contrat saisonnier de trois mois, pour trois années, avec une maison de « redressement » de Grenoble, pour le ramassage des pommes.

S'épargnant ainsi l'embauche d'un personnel saisonnier payé au S.M.I.G., la société reçoit à très peu de frais 80 jeunes de 14 à 18 ans.

Ces jeunes font des journées de 9 heures, et avaient droit jusqu'à cette année à :

— 1 franc par jour de travail ;

— 1 paquet de gauloises par semaine ;

— des repas à calories « spécial-jeunes » qui laissent dans l'estomac un vide permanent ;

— 1 bouteille de bière et 1 de limonade pour 10 et pour la journée.

Et régulièrement le patron de la S.C.A.V. se plaint du manque de rendement !

Ce philanthrope n'a d'ailleurs même pas besoin d'embaucher un contremaître pour les surveiller, les pions garde-chiourmes de l'école s'en chargent avec zèle. Les jeunes sont parqués à l'écart de la population.

Cette année le patron, plein d'un profond remords, a fait un effort : les jeunes ont eu droit à 25 % du salaire normal.

Un de ces jeunes raconte comment il a échoué dans cette école : « J'ai volé une poule, et "ils" m'ont mis ici. J'aimerais bien que mes frères et sœurs soient mis aussi dans cette école, au moins ils auraient le repas assuré. »

Mais récemment un de ces jeunes, n'en pouvant plus, s'est enfui de la S.C.A.V.

Tout ceci se passe de commentaires.

LA CAMPAGNE ELECTORALE AMÉRICAINE

A l'heure où nous écrivons, la campagne électorale américaine bat son plein. Les sondages Gallup succèdent aux sondages Tartempion et enregistrent des modifications qui rendent toute prévision incertaine voire dérisoire.

Et assez curieusement, ces élections qui ne passionnent personne, même aux U.S.A., risquent d'être chèrement disputées jusqu'à la dernière minute. L'hypothèse du ballottage elle-même, semble bien ne pouvoir être rejetée a priori, bien que Wallace ait enregistré une baisse spectaculaire de popularité ces derniers jours. Enfin la remontée du candidat démocrate sérieusement aidé par le ralliement in extremis de Mac Carthy et l'annonce préparée de l'arrêt inconditionnel des bombardements au Nord, au lieu de rendre la situation plus nette, achève de brouiller les cartes.

(Photo U.P.I.)

Le comité Humphrey à Paris se faisant photographier devant la Tour Eiffel avec l'âne, symbole du parti démocrate.

Il aura fallu attendre la dernière semaine pour voir la campagne électorale américaine réserver surprises et coups de théâtre. Encore n'a-t-on pas manqué de souligner le caractère grossièrement opportuniste de ces surprises attendues et de ces coups de théâtre prévus et préparés de longue date.

Selon le correspondant de « France-Soir » à New York, l'homme de la rue américain se déclare satisfait mais se demande pourquoi Johnson a attendu si longtemps pour faire un geste qui ne dépendait, en fin de compte, que de lui-même. Cette victoire « à l'arrachée » (on se demande bien sur qui ?) semble ne pas avoir convaincu grand monde. Quant au ralliement de Mac Carthy, suffira-t-il à entraîner celui de ses supporters ? Il est permis d'en douter, au moins pour les plus déterminés.

En effet, plusieurs organisations d'étudiants et de « hippies » viennent d'annoncer leur intention de célébrer, à leur manière, l'élection présidentielle... par des « danses de la mort », scènes d'inhumation et autres « théâtre vivant » ; ils espèrent que tous ceux qui auront voté pour Humphrey, « nouveau candidat de la Paix », se flagelleront en public !

Sous le canular, il y a une juste analyse. En renvoyant dos à dos Nixon et Humphrey, les « hippies » new-yorkais ne font que traduire l'impasse dans laquelle se trouve l'électorat américain. Cette impasse n'est pas nouvelle. Rien n'a jamais différencié politiquement les démocrates des républicains. Les puissantes alliances financières qui constituent l'un ou l'autre camp ont toujours su mener, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, une politique très continue et conforme aux intérêts généraux de la bourgeoisie impérialiste U.S. Un exemple parmi bien d'autres : le démocrate Kennedy avait poursuivi et amplifié la politique d'intervention au Vietnam, commencée par le républicain Eisenhower. Quant au démocrate Johnson, l'histoire retiendra-t-elle son nom comme celui de l'homme de la guerre à outrance au Vietnam (500.000 hommes) ou comme celui du négociateur ? Cela s'est déjà vu et il n'y a pas si longtemps. De Gaulle n'est-il pas devenu l'homme de la paix en Algérie ? Evian n'a-t-il pas fait oublier l'intensification sans précédent de l'effort de guerre en Algérie qui marqua les premières années du « règne » de de Gaulle ?

Aussi, n'est-ce pas sur une politique plutôt qu'une autre, que les électeurs américains sont appelés à se compter mais sur une personnalité. Une personnalité aux U.S.A., cela se fabrique, avec des public-relations, de bons impresarios et une publicité judicieuse. Mais encore faut-il que la vedette ait un minimum de talent et de caractère, à défaut de pensée politique. Or, ces élections 68 sont vraiment placées sous le sceau de la médiocrité. Humphrey et Nixon, que rien ne distingue déjà politiquement, se confondent en outre dans la même pâleur, la même inconsistance. Inodores, incolores et sans saveur, les deux candidats américains ne sont pas à la hauteur de ces élections « personnalisées ».

Cette absence de caractère chez les candidats qui explique l'absence d'enthousiasme chez les électeurs, a cependant le mérite de faire ressortir l'absurdité du système électoral américain et de son caractère finalement apolitique.

Jamais ne se sera imposée, de façon aussi claire, cette évidence que l'avenir des U.S.A. ne dépend en rien du choix des électeurs. Les électeurs américains votent sur des hommes qui ne signifient rien, car la politique que l'un ou l'autre mènera ne s'élabore pas dans les urnes mais dans le cercle très restreint du très grand capital U.S.

En fin de compte, ces élections monstrueuses, dans tous les sens du terme, servent à maintenir tant bien que mal une certaine fiction démocratique au pays de la pseudo-liberté et, en coulisse, à désigner quelles coteries financières seront désormais invitées à participer plus activement au festin d'Etat.

Voilà une démocratie bourgeoise qui masque de plus en plus mal la véritable dictature du Capital.

GRÈVE RÉACTIONNAIRE DES INSTITUTEURS NEW YORKAIS

NEW YORK est menacé d'être complètement paralysé par les grèves, et ces grèves sont le fait de corporations qui ne sont pas réputées pour leur radicalisme : les agents de police et les pompiers dont le contrat est arrivé à expiration !

Mais pour le moment c'est encore la grève des enseignants qui polarise toute l'attention.

Depuis la rentrée scolaire prévue initialement pour le 9 septembre, trois grèves se sont déroulées et aucune solution n'est encore en vue. 55 000 instituteurs et 1 100 000 élèves sont touchés et il n'y a pratiquement eu aucun cours depuis la rentrée « officielle » dans les 894 écoles primaires et secondaires municipales de la ville.

Depuis l'année dernière, la situation scolaire y est explosive. La lutte se déroule sur le problème du « contrôle » des écoles par la population du quartier dans lequel elles se trouvent. Les districts noirs et porto-ricains se battent contre un système et des professeurs racistes. Le syndicat des enseignants, attaché aux méthodes les plus archaïques et gangrénées par le racisme, se défend par la grève.

Les écoles new-yorkaises sont soumises à la ségrégation de fait : dans les quartiers noirs et porto-ricains, les bâtiments sont vétustes, les classes surchargées, les crédits très faibles, les professeurs non qualifiés. Par ailleurs, beaucoup de professeurs se considèrent comme brimés quand ils enseignent dans les ghettos et se vengent sur les élèves qu'ils qualifient couramment de « sales » et « stupides » ; et même si certains sont plus modérés, le racisme imprègne tout l'enseignement.

Pendant un certain temps la gauche américaine et, les Noirs partisans des droits civiques réclamaient l'« intégration ». Intégration qui, bien sûr, ne s'est jamais produite.

Depuis que la notion de « Pouvoir Noir » s'est répandue, c'est le « contrôle » sur les écoles des communautés noires que réclament les militants noirs.

Par ailleurs, confrontée aux émeutes dans les ghettos, une partie de la bourgeoisie américaine a tenté d'enrayer le mécontentement en impulsant l'éducation (subventions à la construction d'écoles, délivrance de bourses), en établissant une sorte de « promotion » au sein des Noirs. A New York, la Fondation FORD s'est attelée à ce programme et le maire de la ville, Lindsay, le fait appliquer. Un certain nombre d'écoles ont été construites récemment dans les ghettos.

L'administration scolaire repose sur un « super-intendant », M. Donovan, aidé par le conseil central de l'éducation de la ville, composé de treize membres bénévoles désignés par le maire. Ce sont eux qui prennent toutes les décisions concernant les 894 écoles de la ville. Un programme de décentralisation est en cours, visant à accorder plus de pouvoirs aux Conseils locaux de l'éducation dans les districts et dans les écoles. Depuis l'année dernière, trois districts expérimentaux ont une plus grande autonomie dans les quartiers noirs, et il est prévu que le système s'étende aux 30 districts scolaires de la ville.

Dans ces conseils locaux des quartiers noirs et porto-ricains, bon nombre de carriéristes noirs ont trouvé place. Mais sous la pression de la population, ils furent amenés à prendre des positions bien plus radicales qu'ils ne l'auraient voulu.

L'année dernière, premier heurt avec les autorités, quand, en février, des comités au sein de la communauté noire décidèrent de tenir à l'école pilote 201 de Harlem, un meeting en commémoration de Malcolm X pour l'anniversaire de son assassinat. Les élèves ne furent pas autorisés à y assister et les enseignants qui y amenèrent quand même les leurs subirent des mutations disciplinaires. (Aucune protestation officielle ne s'éleva de la part du syndicat des enseignants pour les défendre.)

Mais toute la lutte actuelle vient de la situation créée dans le district scolaire expérimental de Ocean-Hill-Brownsville, situé dans le ghetto de Brooklyn. Le programme scolaire et le corps enseignant étaient racistes d'une manière tellement flagrante que le Conseil local (un de ceux qui avaient été dotés de pouvoirs plus étendus), fut contraint, au printemps dernier, sous la pression de la « communauté » noire, de demander le transfert symbolique de dix enseignants, les pires de la bande. Apprenant la décision, environ 300 professeurs blancs, solidaires des racistes, se mirent en grève. Ce qui n'aurait pu être qu'un acte administratif banal se transforma en épreuve de force. Le syndicat des enseignants s'y opposa et exigea un « procès », qui conclut à la réintégration des enseignants dans leur poste. Les choses en étaient là à la rentrée scolaire, quand on apprit que le Conseil local maintenait sa décision contre les professeurs racistes et refusait de donner des cours à 83 professeurs qui avaient participé aux mouvements anti-noirs de l'année scolaire précédente.

La Fédération des professeurs appela à la grève, pour le respect de la « loi », pour la « garantie de l'emploi », et contre ce qu'elle appelait la « discrimination raciale ». Elle engloba le problème des professeurs d'Ocean-Hill, dans les projets plus généraux de décentralisation, et depuis lors le conflit se déroule sans espoir de solution.

Le conseil local de Ocean-Hill, bien qu'élu par la population fut « suspendu » par le conseil central new-yorkais. Celui-ci dut faire appel à la police pour permettre aux professeurs racistes de pénétrer dans les locaux à l'issue de la deuxième grève. Des bagarres éclatèrent, et le 1er octobre, la population du quartier d'Ocean-Hill affronta les policiers, les bombardant avec des œufs, des bouteilles vides, des pierres, et même avec des barrières de police édifiées pour canaliser la manifestation. Dix policiers furent blessés.

La Fédération des enseignants répliqua par une troisième grève, et mobilisa des dizaines de milliers de personnes dans une manifestation devant « City Hall », l'Hôtel de Ville de New York, le 17 octobre.

Les pages de publicité payante dans les plus grands quotidiens new-yorkais, « expliquent » à la population les raisons de la grève, qui à reçu le soutien total du Conseil syndical de la ville appartenant à l'AFL-CIO, la toute puissante centrale syndicale américaine.

Dans toute cette affaire, le syndicat des enseignants, épaulé par la centrale syndicale AFL-CIO, joue donc un rôle particulièrement lamentable. Il fait corps avec les éléments les plus racistes de la ville. Malheureusement beaucoup de noirs se sentent renforcés dans la conviction que « le mouvement ouvrier traditionnel n'offre rien aux Noirs ». Mais en fait, le syndicat des enseignants n'a rien d'ouvrier, et la direction de l'AFL-CIO est pourrie et bureaucratisée jusqu'à la moelle. La lutte des Noirs contre cette bande de réactionnaires ne peut que faire du bien à tout le monde. D'ailleurs au sein du corps enseignant, des instituteurs et des professeurs se sont déclarés solidaires des revendications des Noirs, et luttent à leurs côtés. Et c'est dans cette solidarité que se trouve l'avenir du mouvement.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication :
Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

CORRESPONDANCE :

M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P. — Imprimerie MORIAME - Paris